



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 10 MARS 1945

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi,

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 10th, 1945

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
8152 — 1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
8152 — 1-52

Actions en séparation de biens

District de Montréal, Cour Supérieure, N° 234060. Dame Laurette Joly, de Montréal, épouse commune en biens de Guillaume St-Onge, concierge, du même lieu, a pris une action en séparation de biens.

Montréal, 3 mars 1945.

Les Procureurs de Dame L. Joly,

(la demanderesse.)

8682-o

BENOIT & BENOIT.

Actions for separation as to property

District of Montreal, Superior Court, No. 234060. Dame Laurette Joly, of Montreal, wife common as to property of Guillaume St-Onge, janitor, of the same place has taken an action in separation as to property.

Montreal, March 3, 1945.

BENOIT & BENOIT.

Attorney for Dame L. Joly.

8682-o

(the plaintiff.)

Assemblée

THE CANADA AND GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie The Canada and Gulf Terminal Railway Company sera tenue à la chambre 50, Édifice Canada Life, 275 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Québec, mardi, le 27ième jour de mars 1945, à 12.15 p.m., aux fins de recevoir le rapport annuel de la compagnie, de procéder à l'élection du conseil d'administration et à la transaction de toute autre affaire qui pourrait être régulièrement soumise à l'assemblée.

Ottawa, Ontario, le 3 mars 1945.

Le secrétaire,

H. A. GREEN.

8685

Meeting

THE CANADA AND GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY

Notice is hereby given of the Annual General Meeting of Shareholders of The Canada and Gulf Terminal Railway Company, to be held at Room 50, Canada Life Building, 275 St. James Street West, Montreal, Quebec, on Tuesday, the 27th day of March, 1945, at 12.15 p.m. for the purpose of receiving the Annual Report of the Company, the election of the Board of Directors and the transaction of such other business as may properly be brought before the Meeting.

Ottawa, Ontario, 3rd March, 1945.

H. A. GREEN,

Secretary.

8685-o

Avis divers

"IMMEUBLES VAL-CARTIER INC."

Extrait des minutes d'une assemblée du Conseil d'Administration et des actionnaires de "Immeubles Val-Cartier Inc.", tenue au bureau de J. C. Boulet Limitée, 71 rue St-Pierre en la cité de Québec, le 29 janvier 1945.

"Sur motion dûment proposée et appuyée, résolu à l'unanimité d'approuver le règlement No. cinq (5), savoir:

Que le bureau principal de la Compagnie sera en la cité de Québec, district de Québec à l'endroit qui sera désigné par le Conseil d'Administration."

Je, soussigné, secrétaire de "Immeubles Val-Cartier Inc.", certifie que ce qui ci-dessus est un extrait conforme et exact aux minutes de l'assemblée des directeurs et des actionnaires, à laquelle assemblée des actionnaires assistaient tous les actionnaires de la Compagnie "Immeubles Val-Cartier Inc.", sur convocation spéciale à cet effet, tenues aux dates et lieux ci-haut mentionnés.

[Seal]

Le Secrétaire,
JACQUES GALIPEAULT.

8691-o

La formation d'une société, sous le nom de "La Société d'Employés de Téléphone Saguenayen", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 mars 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé au numéro 11, avenue Lafontaine, Chicoutimi, district de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

8699-o

TIRAGE D'OBLIGATIONS

SYNDICS DE LA PAROISSE DE ST-BENOIT-JOSEPH-LABRE, (AMQUI) COMTÉ DE MATAPÉDIA

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité de la résolution du 15 août 1937, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00 Nos C-12, 17, 34, 45, 48, 57, 69, 80, 82 et 114.

Dénomination de \$500.00 Nos D-16, 34, 51, 55, 64, 100, 110, 136, 146 et 149.

Dénomination de \$1,000.00 Nos M-48, 49, 59, 66 et 67.

Lesdites obligations sont remboursables le 1er mai 1945, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

Le Secrétaire des Syndics,
(Signé) N. CARON, ptre.

8700-o

"INDUSTRIAL STAMPING LIMITED"

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie Industrial Stampings Limited tenue au siège social de la compagnie, à Sherbrooke, Qué., ce 15ième jour de février 1945.

"Il a été proposé par le directeur Robert Broadbelt, secondé par le directeur George Davidson et unanimement résolu que le règlement suivant soit adopté.

Règlement No 24

Qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie, étant le règlement No 24, que le

Miscellaneous Notices

"IMMEUBLES VAL-CARTIER INC."

Excerpt from the minutes of a meeting of the Board of Directors and of the shareholders of "Immeubles Val-Cartier Inc.", held at the office of J. C. Boulet Limited, 71 St. Peter street, Quebec on January 29th, 1945.

"Upon motion duly moved and seconded, it is unanimously resolved to approve by-law number five (5) to wit:

That the head office of the company shall be in the city of Quebec, district of Quebec, at the place designated by the Board of Directors."

I, the undersigned, secretary of "Immeubles Val-Cartier Inc.", do certify that the above is a true and exact excerpt from the minutes of the meeting of directors and shareholders at which shareholders meeting at the shareholders of the company "Immeubles Val-Cartier Inc." were present, upon having specially called for that purpose, held at the above-mentioned time and place.

[Seal]

JACQUES GALIPEAULT,
Secretary.

8691

The formation of an association, under the name of "La Société d'Employés de Téléphone Saguenayen", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 5th, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at No. 11, Lafontaine avenue, Chicoutimi, district of Chicoutimi.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

8699

DRAWING OF BONDS

THE TRUSTEES OF THE PARISH OF ST-BENOIT-JOSEPH-LABRE, (AMQUI) COUNTY OF MATAPÉDIA

The following bonds, issued under the authority of the resolution of August 15, 1937, have been drawn by lots:

Dénomination de \$100.00 Nos C-12, 17, 34, 45, 48, 57, 69, 80, 82 and 114.

Dénomination de \$500.00 Nos D-16, 34, 51, 55, 64, 100, 110, 136, 146 and 149.

Dénomination de \$1,000.00 Nos M-48, 49, 59, 66 and 67.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of May 1945, at which date they shall cease to bear interest.

(Signed) N. CARON, ptre,
Secretary of Trustees.

8700-o

"INDUSTRIAL STAMPINGS LIMITED"

Extrait from Minutes of Meeting of Board of Directors of industrial Stampings Limited, held at the Head-Office of the Company, at Sherbrooke, Que., this 15th day of February 1945.

"It was moved, by Director Robert Broadbelt, seconded by Director George Davidson, and unanimously resolved that the following By-Law be adopted.

By-Law No. 24

Be it enacted as a By-Law of the Company, being By-Law No. 24, that the Head-Office of

siège social de la compagnie soit changé de Sherbrooke, Qué. à Bromptonville, Qué., que le règlement soit soumis aux actionnaires pour approbation, et, s'il est approuvé, qu'une copie certifiée d'icelui soit déposée au bureau du Secrétaire de la Province et publiée dans la *Gazette officielle de Québec*.

ADOPTÉ."

Je, le soussigné, Bart Nelson Holtham, avocat et conseil en loi du Roi; et je, le soussigné, Osgoode J. Broadbelt, président, certifions, par les présentes:

a) Que le règlement ci-dessus mentionné a été dûment adopté par les directeurs de la compagnie le 15ième jour de février 1945.

b) Que ledit règlement a été approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires convoqués dans le but d'approuver ledit règlement, à laquelle assemblée tous les actionnaires de la compagnie étaient présents.

Et nous avons signé,

[Sceau] (Signé) O. J. BROADBELT.
8694 (Signé) B. N. HOLTHAM.

"LA COMPAGNIE PAQUET LIMITÉE"

Extrait du Livre des Minutes des Directeurs de la Compagnie Paquet Limitée:

"Il est proposé par M. Joseph Laurin, secondé par M. Zéphirin Paquet que le règlement suivant soit adopté: Règlement amendant l'article 8 des règlements de la Compagnie Paquet Limitée. Vu l'article 6 de la Loi constituant en corporation la Compagnie Paquet Limitée permettant que le nombre des directeurs puisse être augmenté jusqu'à 7 par les règlements de la Compagnie; Vu l'opportunité d'augmenter le nombre des directeurs à cause de l'expansion des affaires de la Compagnie, il est statué que le nombre des directeurs actuellement de trois (3), soit porté à cinq (5)."

Je soussigné Lucien Laurin, secrétaire de la Compagnie Paquet Limitée certifie par les présentes:

1. Que le règlement susdit a été adopté à une assemblée du bureau de direction, le 6 février 1945;

2. Que ledit règlement a été ratifié à l'assemblée annuelle du 7 février 1945;

3. Que ce règlement a été approuvé à l'unanimité de tous les actionnaires tant présents personnellement que dûment représentés par procuration.

[Sceau]

Le Secrétaire de la Compagnie Paquet Limitée.
8690-o (Signé) L. LAURIN.

Canada, Province de Québec, Conté de Rivière du Loup

CITÉ DE RIVIÈRE DU LOUP

Règlement N° 238 du 2 janvier 1945

Concernant la prolongation du terme d'office du maire et des échevins de deux à trois ans.

A une séance du Conseil de la Cité de Rivière-du-Loup, tenue à l'hôtel de ville, mardi le 2 janvier 1945.

Étaient présents:

Son Honneur le Maire Antonio Paradis,

MM. les Échevins: L. Bélanger, J. Bourgoin, A. Lefrançois, J. A. Gagnon, H. Boucher, tous

the Company be changed from Sherbrooke, Que., to Bromptonville, Que., that the By-Law be submitted to the Shareholders for approval, and, if approved, that a certified copy thereof be deposited with the Provincial Secretary and published in the *Quebec Official Gazette*.

CARRIED."

I, the undersigned, Bart Nelson Holtham, Advocate and King's Counsel; and I, the undersigned, Osgoode J. Broadbelt, President, do hereby certify:

a) That the above mentioned By-Law was regularly adopted by the Directors of the Company, on the 15th day of February 1945.

b) That the said By-Law was approved by a Special General Meeting of the Shareholders, called for the purpose of approving the said By-Law, at which Meeting all the Shareholders of the Company were present.

And we have signed,

[Seal] (Signed) O. J. BROADBELT.
8694-o (Signed) B. N. HOLTHAM.

"LA COMPAGNIE PAQUET LIMITÉE"

Excerpt from the Book of Minutes of the Directors of the "Compagnie Paquet Limitée":

"It is moved by Mr. Joseph Laurin, seconded by Mr. Zéphirin Paquet, that the following by-law be adopted: By-law, amending article 8 of the by-laws of "La Compagnie Paquet Limitée". Seeing article 6 of the Act incorporating "La Compagnie Paquet Limitée", allowing the number of the Directors to be increased up to 7, by the by-laws of the company; Seeing that it is expedient to increase the number of Directors on account of the expansion of the Company's business, it is enacted that the number of Directors, actually three (3) be carried to five. (5)."

I, the undersigned Lucien Laurin, secretary of "la Compagnie Paquet Limitée", do hereby certify:

1. That the above by-law was adopted at a meeting of the Board of Directors, on February 6th, 1945;

2. That the said by-law was ratified at the annual meeting of February 7th, 1945;

3. That said by-law was unanimously approved by all the shareholders both personally present or duly represented by proxy.

[Seal]

(Signed) L. LAURIN,
Secretary of "La Compagnie Paquet Limitée".
8690

Canada, Province of Quebec, County of Rivière du Loup

CITY OF RIVIÈRE DU LOUP

By-Law No. 238 of January 2nd, 1945.

Concerning the prolongation of the term of office of the mayor and aldermen from two to three years.

At a meeting of the Council of the City of Rivière-du-Loup, held at the City Hall, Tuesday the 2nd of January, 1945.

Present:

His Honour Mayor Antonio Paradis,

Aldermen: the Messrs L. Bélanger, J. Bourgoin, A. Lafrancois, J. A. Gagnon, H. Boucher,

membres dudit Conseil formant un quorum d'icelui, ledit Antonio Paradis, président en sa qualité de maire de la cité et Joseph Lebel, agissant comme secrétaire-trésorier.

Il est ordonné et statué par règlement et ledit conseil ordonne et statue par règlement, comme suit, savoir:

Règlement

ATTENDU qu'à la demande de l'union des municipalités une loi a été adoptée permettant aux cités et villes de prolonger le terme d'office du maire et des échevins de deux à trois ans.

ATTENDU que plusieurs villes se sont déjà prévalu de cette loi.

ATTENDU que ce conseil désire soumettre à l'approbation des électeurs de cette ville l'opportunité de cette prolongation.

Il est statué par règlement comme suit savoir:

1. La durée des fonctions du maire et des échevins est par les présentes fixée à trois ans.

2. Le présent règlement deviendra en vigueur après avoir été approuvé par ce conseil, par la majorité des électeurs ayant voté à cette fin, ainsi que par le Lieutenant-Gouverneur en conseil et publié suivant la loi.

3. Le vote des électeurs sera pris en même temps que celui de l'élection générale qui aura lieu le 1er février 1945.

Le Maire,
(Signé) ANTONIO PARADIS,
Le Secrétaire-trésorier,
(Signé) J. LEBEL.

8688-o

Le règlement no. 238 du conseil de la cité de Rivière-du-Loup a été approuvé par le Lieutenant-gouverneur en conseil en date du 23 février 1945 et il est publié dans la *Gazette officielle de Québec* sous l'autorité de l'article 173a de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1941, ch. 233 et 8 Geo. VI, ch. 39, s. 2).

Province de Québec

VILLE DE MONTREAL-EST

A une séance générale ordinaire d'ajournement du conseil municipal de la ville de Montréal-Est, régulièrement convoquée et tenue aux lieu et heure ordinaires des séances, jeudi, le vingt et unième jour du mois de décembre courant, 1944, à laquelle sont présents:

Son Honneur le Maire, M. Napoléon Courtemanche, président la séance, et Messieurs les échevins Adélar Rivet, Hormidas Quintal et Henri Leroux étant la majorité des membres du conseil formant quorum.

M. J.-Ernest Courtemanche, gérant municipal, en l'absence du secrétaire-trésorier, agit comme secrétaire de l'assemblée.

Proposé par l'échevin Adélar Rivet

Secondé par l'échevin Henri Leroux

Règlement no 208

Pour fixer à trois ans la durée des fonctions du maire et des échevins de la ville de Montréal-Est.

ATTENDU les pouvoirs donnés à la municipalité par la Législature Provinciale à sa dernière session:

IL EST ORDONNÉ ET STATUÉ par règlement du conseil municipal de la ville de Montréal-Est et ledit conseil ordonne et statue comme suit, savoir:

all members of the said Council and forming quorum thereof, the said Antonio Paradis, presiding as Mayor of the city and Joseph Lebel, acting as Secretary Treasurer.

It was ordered and enacted by by-law and the said Council orders and enacts by by-law as follows, to wit:

By-law

WHEREAS at the request of the union of municipalities a law was adopted permitting cities and towns to prolong the term of office of mayor and aldermen from two to three years.

WHEREAS several towns have already taken advantage of the said law.

WHEREAS the said Council desires to submit to the approval of the electors of the said town the opportunity of this prolongation.

It is enacted by by-law as follows, to wit:

1. The term of office of the mayor and aldermen is hereby fixed to three years.

2. The present by-law shall come into force after having been approved by the said Council, by the majority of electors who have voted for such purpose, as well as by the Lieutenant-Governor in Council and published according to law.

3. The vote of the electors to be taken at the same time as that of the general election to be held on the 1st of February, 1945.

(Signed) ANTONIO PARADIS,
Mayor,
(Signed) J. LEBEL,
Secretary Treasurer.

8688

By-law No. 238 of the council of the City of Rivière-du-Loup has been approved by the Lieutenant-Governor in Council under date the 23rd day of February, 1945 and is published in the *Quebec Official Gazette* under the authority of section 173a of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chap. 233 and 8 Geo. VI, chap. 39, s. 2).

Province of Quebec

TOWN OF MONTREAL-EAST

At a general ordinary session of adjournment of the municipal council of the Town of Montreal-East, duly called and held at the usual time and place of sittings, on Thursday, the twenty-first day of the month of December instant, 1944, at which were present:

His Honour the Mayor, Mr. Napoléon Courtemanche, presiding, and Messrs the Aldermen Adélar Rivet, Hormidas Quintal and Henri Leroux, being the majority of members of the council forming quorum.

Mr. J. Ernest Courtemanche, municipal manager, in the absence of the secretary, acted as secretary for the meeting.

Moved by Alderman Adélar Rivet

Seconded by Alderman Henri Leroux

By-Law No. 208

To fix the term of office of the mayor and aldermen of the Town of Montreal-East to three years.

WHEREAS by the powers conferred on the municipality by the Provincial Legislature at its last session:

IT IS ORDERED AND ENACTED by by-law of the municipal council of the Town of Montreal-East and the said council orders and enacts the following, to wit:

1. Sujet à l'approbation de la majorité des électeurs ayant voté à un referendum tenu à cette fin, la durée des fonctions du maire et des échevins de la municipalité, à compter des élections générales suivant l'adoption du présent règlement, et approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil dans les six mois du vote des électeurs, sera de trois ans;

2. Lors de la votation aux élections générales le premier février 1945, le présent règlement sera soumis par referendum à l'approbation des électeurs;

3. Le vote à ce referendum sera pris au scrutin suivant les dispositions de la Loi des cités et villes régissant les élections dans la municipalité, en autant qu'elles sont susceptibles d'application;

4. Advenant cependant qu'il n'y aurait pas de votation le premier février 1945 par le fait que tous les membres du conseil municipal seraient élus par acclamation à l'appel nominal du 25 janvier 1945, ledit referendum sera tenu le premier février 1945 de 7 heures du matin à 5 heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville, suivant les dispositions de la Loi des cités et villes.

5. La liste des électeurs pour les fins d'un tel referendum sera celle prévue par la loi des Cités et villes.

6. Le bulletin de vote sera dans la forme suivante:

1. Subject to approval by the majority of electors who have voted at a referendum held for such purpose, the term of office of the mayor and aldermen of the municipality, from and after the general elections following the adoption of the present by-law, and approval by the Lieutenant-Governor in Council within the six months from the vote by the electors, will be three years;

2. At the polling of the general elections the first of February, 1945, the present by-law will be submitted by referendum to the approval of the electors;

3. The vote at the said referendum will be taken by ballot according to the provisions of the Cities and Towns Act governing elections in the municipality, in so far as they are capable of being applied;

4. However, in the event of their being no polling on the first of February, 1945 due to all members of the council being elected by acclamation on nomination day, the 25th of January, 1945, the said referendum will be held on the first day of February, 1945 from 7 o'clock in the morning until 5 o'clock in the afternoon, at the Town Hall, in conformity with the provisions of the Cities and Towns Act.

5. The list of electors for the purpose of such referendum will be the one prescribed by the Cities and Towns Act.

6. The ballot-paper will be in the following form:

Ville de Montréal-Est. Town of Montreal East	Referendum 1944	Etes-vous en faveur de fixer à trois ans la durée des fonctions du maire et des échevins de la ville de Montréal-Est?	OUI - YES
		Are you in favor of fixing to three years the term of office of the mayor and the aldermen of the town of Montreal-Est?	NON - NO

(verso du Bulletin)—(Ballot-paper verso).

NO. Cahier de votation Poll Book	No. 1.	Initiales du Président Initials of presiding officer.
-------------------------------------	------------------	---

7. L'électeur donnera son vote en faisant avec un crayon une croix sur le côté droit du bulletin, vis-à-vis des mots "oui" ou "non", suivant qu'il approuve ou désapprouve la question posée.

8. Le présent règlement entrera en vigueur suivant la loi, quant à la tenue du referendum et la façon dont il sera tenu; mais quant à la durée des fonctions du maire et des échevins,

7. The elector shall vote by placing a cross, in pencil, on the right side of the ballot-paper, opposite the words "yes" or "no", according to his approval or disapproval of the question asked.

8. The present by-law will come into force according to Law, as regards the holding of the referendum and the manner in which it will be held; but as regards the term of office of the

il n'entrera en vigueur qu'après son approbation par les électeurs et par le lieutenant-gouverneur en conseil dans les six mois du vote des électeurs.

Le Maire,
(Signé) N. COURTEMANCHE,
Le Secrétaire-trésorier adjoint,
(Signé) J. E. COURTEMANCHE.

Le règlement no. 208 du conseil de la ville de Montréal est a été approuvé par le Lieutenant-gouverneur en conseil en date du 23 février 1945 et il est publié dans la *Gazette officielle de Québec* sous l'autorité de l'article 173a de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1941, ch. 233 et 8 Geo. VI, ch. 39, s. 2).
8687-o

mayor and aldermen, this shall come into force only upon its approval by the electors and by the Lieutenant-Governor in Council within six months after the vote by the electors.

(Signed) N. COURTEMANCHE,
Mayor,
(Signed) J. E. COURTEMANCHE,
Acting Secretary Treasurer.

By-law No. 208 of the Council of the Town of Montreal-East has been approved by the Lieutenant-Governor in Council under date the 23rd day of February, 1945, and is published in the *Quebec Official Gazette* under the authority of section 173a of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chap. 233 and 8 Geo. VI, chap. 39, s. 2).
8687

QUEBEC DISTILLERS INCORPORATE

Règlement N° 30

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de trois à cinq. Que le nombre des directeurs soit augmenté de trois à cinq.

Nous, les soussignés, étant respectivement le Président et le Secrétaire-trésorier de la compagnie Quebec Distillers Incorporated, certifions, par les présentes, que le précédent règlement N° 30 a été décrété à une assemblée du bureau de direction de ladite compagnie, dûment convoquée et tenue conformément aux règlements de la compagnie, le 15ième jour de février 1945; et que ce règlement a été subséquemment ratifié, sanctionné et confirmé par les détenteurs de toutes les actions émises et en cours du capital-actions de la compagnie à une assemblée générale spéciale de ces actionnaires dûment convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 15ième jour de février 1945.

Donné sous notre seing et le sceau de la compagnie, en la cité de Montréal, ce 16ième jour de février 1945.

(Sceau)

Le Président,
HECTOR AUTHIER,
Le Secrétaire-trésorier,
ÉMILE LATULIPE.

8709

QUEBEC DISTILLERS INCORPORATED

By-Law No. 30

A By-law to increase the number of the Company's Directors from three to five. That the number of Directors be increased from three to five.

We, the undersigned, being respectively the President and the Secretary-treasurer of Quebec Distillers Incorporated, do hereby certify that the foregoing By-law No. 30 was enacted at a meeting of the Board of Directors of the said Company duly called and held in accordance with the By-laws of the Company on the 15th day of February, 1945; and that such By-law was subsequently ratified, sanctioned and confirmed by the holders of all the issued and outstanding shares of the Company's capital stock, at a special general meeting of such shareholders duly called to consider the said By-law and held on the 15th day of February, 1945.

Witness our hands and the seal of the Company at the City of Montreal this 16th day of February, 1945.

(Seal)

HECTOR AUTHIER,
President.
ÉMILE LATULIPE,
Secretary-Treasurer.

8709-o

Charte — Abandon de

MERSEY SECURITIES LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que, conformément à la Loi des compagnies de Québec, la compagnie Mersey Securities Limited demandera la permission d'abandonner sa charte. Montréal, le 2 mars 1945.

8686

Le Vice-président,
HUGH B. JACQUES.

Charter — Surrender of

MERSEY SECURITIES LIMITED

Notice is hereby given that pursuant to the Quebec Companies Act, Mersey Securities Limited will make application for leave to surrender its charter.

Montreal, March 2nd, 1945.

8686-o

HUGH B. JACQUES,
Vice-President.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Fergusson Atlantic Underwear Limited" a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux qui sont accordés

Companies Licensed to do Business

Notice is hereby given that "Fergusson Atlantic Underwear Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue

aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujets aux formalités maintenant en vigueur en cette province.

Le siège social de la corporation en la province de Québec est établi au N° 50 ouest, Avenue Mont-Royal, en la cité de Montréal.

Son principal agent dans ladite Province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, dans les limites de la province, est Jack Klein, de la cité de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 27 février 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
8695 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Freeport Exploration Company" a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux qui sont accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujets aux formalités maintenant en vigueur en cette province.

Le siège social de la corporation en la province de Québec est établi à 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, aux soins de C. G. Greenshields, K.C.

Son principal agent dans ladite Province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, dans les limites de la province, est C. G. Greenshields, K.C., de la cité de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 27 février 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
8696 JEAN BRUCHÉSI.

of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities now in force in this Province.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established at No. 50 Mount Royal Avenue West, in the City of Montreal.

Its chief agent in said Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within said Province is Mr. Jack Klein, of the City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of February, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
8695-o Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that "Freeport Exploration Company" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities now in force in this Province.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established at Care of C. G. Greenshields, Esq., K.C., 132 St. James street West, Montreal.

Its chief agent in the Province of Quebec for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within said Province is Mr. C. G. Greenshields, K.C., of the City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of February, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
8696-o Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que M. Joseph Albert Walter Matteau, marchand, de la cité de Shawinigan Falls, district des Trois-Rivières, et son épouse, Dame Angéline Bélanger demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi concernant l'adoption et le changement de nom de Marie Gisèle Colette Bélanger.

Les Trois-Rivières, le 2 février 1945.

Le Procureur des requérants,
8611-8-4-o MAURICE LAURIN.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Dame Rose Mary Smith, résidant en la cité de Westmount, Province de Québec, épouse contractuellement séparée de biens de Michael Lawrence Doyle, D.F.C., et un des héritiers de feu Charles Francis Smith, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, pour la passation d'une loi l'autorisant à réclamer et à obtenir des exécuteurs de la succession dudit Charles Francis Smith, une partie ou toute la part du capital qui lui est répartie par le dernier testament dudit Charles Francis Smith.

Québec, 27 février 1945.

Le Procureur de la requérante,
8664-9-4 PHILIPPE FERLAND.

Applications to Legislature

Notice is hereby given that Mr. Joseph Albert Walter Matteau, merchant, of the city of Shawinigan Falls, district of Trois-Rivières, and his wife Mrs Angéline Bélanger will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a law regarding the adoption and change of name of Marie Gisèle Colette Bélanger.

Trois-Rivières, February the 2nd 1945.

MAURICE LAURIN,
8611-8-4-o Attorney for Applicants.

NOTICE

Public notice is hereby given that Dame Rose Mary Smith, residing in the City of Westmount, Province of Quebec, wife, contractually separated as to property of Michael Lawrence Doyle, D.F.C., and one of the heirs of the late Charles Francis Smith, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session for the passing of an Act empowering her to claim and obtain from the executors to the estate of the said Charles Francis Smith part or all of the share in capital apportioned to her by the last Will of the said Charles Francis Smith.

Quebec, February 27th, 1945.

PHILIPPE FERLAND,
8664-9-4-o Attorney for Petitioner.

VILLE DE WINDSOR

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Windsor, qui, le 10 mars 1899, a été érigée comme telle en vertu de la Loi 62 Victoria, ch. 68 et ses amendements, s'adressera à la Législature provinciale, lors de la présente session, pour faire rappeler les articles 5, 6, 13, 19 et 49 du 62 Victoria, ch. 68 et pour obtenir, en ce qui la concerne certains amendements à la Loi des cités et villes, le tout tel que ci-après énuméré, et pour les fins suivantes:

1° Pour décréter que la Loi des cités et villes S.R.Q. 1941 s'appliquera à la ville de Windsor, sauf quant aux dispositions incompatibles avec sa charte;

2° Pour abroger les articles 5, 6, 13, 19 et 49 du 62 Victoria, ch. 68;

3° Pour réduire le nombre des quartiers de trois à un pour fins électorales et pour énumérer les sièges des échevins;

4° Pour décréter, qu'advenant l'abandon de sa charte par la ville de Windsor, certaines dispositions de ladite charte, demeureront en vigueur et pourront être incorporées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil dans les Lettres patentes qu'il émettra;

5° Pour décréter que le Conseil municipal sera composé du maire et de 6 échevins et que le maire et les échevins resteront en office pour le terme pour lequel ils ont été élus;

6° Pour changer les heures de votation lors des élections générales;

7° Pour obliger ceux qui font des demandes de radiation de noms sur les listes électorales à motiver leur demande et pour faire la signification des avis aux personnes concernées;

8° Pour réglementer la construction et la réparation des bâtiments, nommer un inspecteur de bâtisses et lui déléguer certains pouvoirs;

9° Pour obliger les propriétaires et locataires de taxis à se munir d'un permis et pour limiter leur nombre;

10° Pour imposer les taxes suivantes: à certains marchands et commerçants d'huiles, de gasoline, et de liqueurs douces, venant de l'extérieur, les licences ou taxes prévues aux articles 526 et 469-12 de la Loi des cités et villes; aux propriétaires ou locataires de théâtre une taxe de 25 cents par siège; aux magasins-chaîne, une taxe de \$250.00; en sus de la taxe d'affaires;

11° Pour modifier l'article 526 de la Loi des cités et villes en imposant sur les étrangers une taxe variable selon la nature des commerces ou des entreprises et plus élevée que pour celle imposée aux résidents, de 75%;

12° Pour imposer sur les brasseurs, distillateurs et commerçants de liqueurs, salles d'amusements, compagnies de télégraphe et de téléphone, banque, une taxe de \$100.00., sur tous camionneurs non résidents et sur tous vendeurs de crème à la glace non résidents, une taxe n'excédant pas \$50.00; en sus de la taxe d'affaires;

13° Pour donner le pouvoir à tous constables d'arrêter tous colporteurs ou marchands de l'extérieur vendant dans la ville sans s'être munis d'un permis et d'arrêter à vue les personnes contravenant aux règlements de la ville, flânant ou troublant la paix dans la ville;

14° Pour déterminer les heures de danse dans les salles de danse et les heures de fermeture des cafés et restaurants;

15° Pour imposer une taxe de \$500.00 sur toutes personnes de l'extérieur venant disposer d'un stock de faillite ou autres dans la ville.

Windsor, Qué., ce 14 février 1945.

Le Procureur des pétitionnaires,

8580-7-4-o

JEAN-MARC LALIBERTÉ.

TOWN OF WINDSOR

Public Notice is hereby given that the town of Windsor which has been erected as such by the Act 62 Victoria ch. 68 will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session in order to repeal sections 5, 6, 13, 19 and 49 of the act 62 Victoria ch. 68 and, in order to obtain certain amendments to the cities and town's Act, the whole for the following purposes:

1.— To enact that the Cities and Towns Act ch. 233 R.S.Q. 1941 shall apply to the town of Windsor except for such provisions as may be inconsistent with the charter;

2.— To repeal sections 5, 6, 13, 19 and 49 of 62 Victoria ch. 68;

3.— To reduce the number of wards from three to one for electoral purposes and to number the seats for aldermen;

4.— To enact that, in the event of the surrender of its charter, by the town of Windsor, certain provisions of that charter shall still apply to the town and will be incorporated by the Lieutenant-Governor in Council in the Letters patents to be issued;

5.— To enact that the Municipal Council shall be composed of the Mayor and of six aldermen and that the mayor and the aldermen shall remain in office for the term for which they were elected;

6.— To change the hours of polling for general elections;

7.— To oblige those making requests for the striking off of names on the electoral lists to state the grounds for their request and to have notices served to the person concerned;

8.— To regulate construction and repairing of buildings and to appoint a building inspector, and vest him with certain powers;

9.— To oblige owners and lessees of taxis to procure licenses and to have the power to limit their number.

10.— To levy the following taxes: on certain non-resident merchants and dealers in oil, gasoline and soft drinks, the licenses or taxes provided in sections 526 and 469-12 of the Cities and Towns Act; on theatre owners or lessees a tax of twenty-five cents per seat; on chain stores a tax of \$250.; over and above the business tax;

11.— To amend section 536 of the Cities and Towns Act by levying a variable tax on strangers according to the nature of their business and undertakings and .75% higher than that authorized for residents.

12.— To levy a tax of \$100 on brewers, distillers and soft drink dealers, amusement halls, telegraph and telephone companies and banks; a tax not exceeding \$50 on all non-resident truckmen and ice cream dealers; over and above the business tax;

13.— To authorize every constable to arrest any a non-resident pedlars or merchants not having a permit and who are selling within the town, and to arrest, on sight, anyone contravening the town's by-law whether loitering or disturbing the peace;

14.— To fix the hours for dancing in dance-halls and the closing hours in cafés and restaurants;

15.— To levy a \$500 tax on all non-residents entering the town to dispose of bankrupt or other stock in the town.

Windsor, Que., this 14th day of February, 1945.

JEAN-MARC LALIBERTÉ,

8580-7-4

Attorney for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature de cette Province, à sa présente session, pour demander certains amendements à son acte d'incorporation, et notamment:

Pour emprunter les sommes suivantes:

\$100,000 pour construction de pavage;

\$50,000 pour le remplacement de pavage permanent;

\$75,000 pour le parachèvement du chemin de la Canardière;

\$50,000 pour l'achat et l'installation de signaux lumineux;

\$100,000 pour remédier à la pénurie de logements dans la Cité;

Pour fixer à trois ans le terme d'office du maire et des échevins, conformément à un référendum de 1944, et amender la loi concernant leur indemnité;

Pour modifier la loi concernant la confection des rôles d'évaluation, des rôles de perception de la Cité, et établir un bureau permanent de revisions des dits rôles;

Pour préciser les pouvoirs de taxation de la Cité concernant les Compagnies d'assurances;

Pour préciser les dispositions qui exemptent des taxes foncières les institutions d'éducation ou de charité, et spécialement les hôpitaux;

Pour demander l'autorisation de verser un octroi de \$50,000 à l'œuvre du grand séminaire de Québec;

Pour modifier le mode d'imposition et de répartition du coût de l'enlèvement de la neige dans la cité;

Pour accorder une commutation dans l'évaluation de tout immeuble en faveur de tout individu, soit par lui-même ou par l'aide d'un syndicat coopératif, qui construira une maison à famille unique avant le 1er mai 1948;

Pour décréter le rachat de certains titres perpétuels émis par la Cité, en décrétant l'émission de nouvelles obligations portant intérêt au même taux que celui des titres à racheter; lesquelles nouvelles obligations deviendront échuës vingt ans après la date de leur émission;

Pour demander des pouvoirs additionnels afin de permettre à la Cité de protéger et de conserver le cachet historique de tout le territoire compris à l'intérieur des murs;

Pour autoriser la Cité à accorder pour une période n'excédant pas cinq ans, un certain avantage à l'établissement de toute nouvelle industrie ou à l'accroissement de toute industrie existante;

Pour demander, au nom du bureau des Commissaires Catholiques romains de la Cité de Québec, le pouvoir d'emprunter, pour des fins déterminées, une somme de \$150,000;

Et tous autres amendements concernant la bonne administration de la Cité de Québec.

Québec, le 14 février 1945.

Les Procureurs de la Cité de Québec,

BENOIT PELLETIER,

NOEL DORION,

8575-7-4-o

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Estelle Marquis, en religion Mère Marie-Edouard, Alice Nadeau, en religion Sœur Marie-Cécile, Blanche Fouquet, en religion Sœur Sainte-Solange, Alice Labbé, en religion Sœur Angèle de Foligno, Juliette Vézina, en religion Sœur Thérèse de l'Enfant-Jésus, toutes membres de la congrégation des religieuses de Saint-François d'Assise, demeurant en la cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its present session for certain amendments of its deed of incorporation, and notably:

To borrow the following amounts:

\$100,000 for construction of pavings;

\$50,000 for replacing of permanent pavings;

\$75,000 for the finishing of the La Canardière Road;

\$50,000 for the purchase and installation of traffic lights;

\$100,000 to remedy the scarcity of dwellings in the City;

To fix to three years the term of office of the mayor and aldermen, in accordance with a referendum of 1944, and to amend the law respecting their indemnity;

To amend the law respecting the preparing of the valuation rolls and of the collection rolls of the City and establish a permanent bureau for the revising of the said rolls;

To specify the powers of taxation of the City respecting insurance companies;

To specify the provisions which may cause exemption of ground taxes for educational or charitable institutions, and especially hospitals;

For authorization to pay a grant of \$50,000 in favour of the work of the Grand Seminary of Québec.

To alter the mode of levying and assessing the cost of snow removal in the City;

To grant a commutation in the valuation of any immovable, in favour of any individual, who, whether alone or with the help of a cooperative syndicate, shall build a one family house before the 1st of May, 1948;

To enact the redemption of certain perpetual titles issued by the City, by enacting the issue of new bonds, bearing interest at the same rate as that of the titles to be redeemed; the said new bonds to become due twenty years after their date of issue;

For additional powers in order to allow the City to protect and preserve the historical character (cachet) of any territory situated inside the walls;

To authorize the City to grant, for a period not exceeding five years, a certain advantage for the establishment of any new industry or the enlargement of any existing industry;

To apply, in the name of the Roman Catholic School Commissioners of the City of Quebec, for power to borrow, for stated purposes, a sum of \$150,000;

And any other amendments respecting the proper administration of the City of Quebec.

Québec, February 14th, 1945.

BENOIT PELLETIER,

NOEL DORION,

8575-7-4

Attorneys for the City of Québec.

NOTICE

Public notice is hereby given that Estelle Marquis, in religion Mother Saint-Edouard, Alice Nadeau, in religion Sister Marie-Cécile, Blanche Fouquet, in religion Sister Sainte-Solange, Alice Labbé, in religion Sister Angèle de Foligno, Juliette Vézina, in religion Sister Thérèse de l'Enfant-Jésus, all members of the congregation of the Sisters of Saint-François d'Assise, residing in the city of Québec, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at

Québec, à sa présente session, pour l'obtention d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'"Hôpital Saint-François d'Assise", avec pouvoir d'acquérir certains biens de la corporation connue sous le nom de "Les Sœurs de Saint-François d'Assise" et d'exercer en plus tous les droits et privilèges ordinaires des corporations civiles.

Québec, le 19 février 1945.

Le Procureur des pétitionnaires,
8603-8-4-o YVES PREVOST, avocat.

its present session, to obtain an Act for the purpose of incorporating themselves under the name of "Hôpital Saint-François d'Assise" and to exercise all the rights and privileges ordinarily granted to civil corporations.

Quebec, February 19th 1945.

YVES PREVOST, barrister,
8603-8-4-o Attorney for petitioners.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE D'ORMSTOWN

AVIS

Avis est par les présentes donné qu'une requête pour l'introduction d'un Bill privé sera présentée par la Municipalité du village d'Ormstown à la présente session de la Législature de la province de Québec afin de faire sanctionner et confirmer la résolution du Conseil municipal dudit Village, passée le 5ième jour de février 1945, et se lisant comme suit:

"Il a été dûment proposé, secondé et unanimement résolu:

QUE, pour chaque année financière respective de taxation municipale ou scolaire durant la période commençant le jour de la sanction et de la confirmation de cette résolution par l'Acte spécial de la Législature de la province de Québec, et se terminant le 31ième jour de décembre 1955, toute propriété imposable de Zephyr Looms and Textiles, Limited, et ses successeurs et ayants-droit, telle que ladite propriété imposable peut de temps en temps exister durant chacune desdites années financières respectives en dedans des bornes existantes de la Municipalité du village d'Ormstown et de toute extension d'icelle, soit évaluée, nonobstant toute loi à ce contraire, comme suit, c'est-à-dire:

a) Par rapport au terrain et aux constructions et à toute autre propriété présentement ou ci-après imposable, s'il y en a, formant la première usine manufacturière complète (ci-après appelée la "Première Usine"), de Zephyr Looms and Textiles, Limited, et par rapport à toutes machineries, équipements et accessoires imposables présentement ou ci-après dans la possession de Zephyr Looms and Textiles, Limited, et qui soient installés dans la Première Usine ou autrement, à un montant qui ne devra pas excéder \$25,000. pour les fins de toute taxation municipale et à un montant qui ne devra pas excéder \$50,000. pour les fins de toute taxation scolaire;

b) Par rapport à tout terrain et constructions additionnels, autre que ceux inclus dans la Première Usine, à un montant qui ne devra pas excéder un sixième du coût à Zephyr Looms and Textiles, Limited, de tous tels terrain et constructions additionnels pour les fins de toute taxation municipale, et à un montant qui ne devra pas excéder un tiers du coût à Zephyr Looms and Textiles, Limited, de tous tels terrain et constructions additionnels pour les fins de toute taxation scolaire.

QUE le Maire et le Secrétaire-trésorier soient et ils sont par les présentes autorisés et ordonnés de faire et d'accomplir tous et chacun de tels actes et choses, et de signer, sceller, exécuter et livrer tous et chacun de tels actes, documents, instruments et écrits que dans leur discrétion ils considèrent convenables, afin de plus complètement prouver et rendre effectives les provisions de cette Résolution et d'y donner effet, y inclus,

THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ORMSTOWN

NOTICE

Notice is hereby given that a petition for the introduction of a Private Bill will be presented by The Municipality of the Village of Ormstown at the forthcoming session of the Legislature of the Province of Quebec for the purpose of sanctioning and confirming the Resolution of the Municipal Council of the said Village, passed on the 5th day of February 1945, and reading as follows:

"It was duly moved, seconded and unanimously resolved:

THAT, in each respective fiscal year of Municipal or School taxation within the period commencing on the day of the sanction and confirmation of this Resolution by Special Act of the Legislature of the Province of Quebec, and ending on the 31st day of December, 1955, all taxable property of Zephyr Looms and Textiles, Limited, and its successors and assigns, as such taxable property may from time to time exist in each such respective fiscal year within the present boundaries of the Municipality of the Village of Ormstown and any extension thereof, be valued, any law to the contrary notwithstanding, as follows, that is to say:

a) In respect of the land and buildings and other property now or hereafter taxable, if any, constituting the first complete manufacturing plant (hereinafter called the "First Plant") of Zephyr Looms and Textiles, Limited, and in respect of any and all taxable machinery, equipment and accessories now or hereafter in the possession of Zephyr Looms and Textiles, Limited, and whether located in the First Plant or otherwise, at an amount not in excess of \$25,000. for the purposes of all Municipal taxation, and at an amount not in excess of \$50,000. for the purposes of all School taxation;

b) In respect of any and all additional land and buildings, other than those included in the First Plant, at an amount not in excess of one-sixth of the cost to Zephyr Looms and Textiles, Limited, of any and all such additional land and buildings for the purposes of all Municipal taxation, and at an amount not in excess of one-third of the cost to Zephyr Looms and Textiles, Limited, of any and all such additional land and buildings for the purposes of all School taxation.

THAT the Mayor and the Secretary-Treasurer be and they are hereby authorized and instructed to do and perform any and all such acts and things, and to sign, seal, execute and deliver any and all such deeds, documents, instruments and writing as they may in their discretion see fit, in order more fully to evidence and to render effective the provisions of this Resolution and to give effect thereto, including, but without

mais sans en aucune manière limiter ou restreindre la généralité de ce qui précède, tous et chacun des avis et requêtes nécessaires ou utiles pour faire sanctionner et confirmer cette Résolution et la rendre valable et lui donner toute la force de loi selon ses termes et provisions, par un Acte spécial de la Législature de la province de Québec."

Et sanctionnant et confirmant semblables résolutions passées respectivement par la Municipalité Scolaire Catholique de Saint-Malachie d'Ormstown et Les Commissaires Scolaires pour le Village d'Ormstown dans le comté de Châteauguay et ordonnant que lesdites résolutions respectives soient valides et ont la pleine force de loi selon tous leurs termes et provisions respectifs.

Donné au Village d'Ormstown ce Sième jour de février 1945.

CORPORATION DU VILLAGE D'ORMSTOWN,
Par le Maire,
D. A. BARRINGTON.
Le Secrétaire-trésorier,
W. G. McGERRIGLE.

8590-8-4-o

CITÉ DE QUÉBEC

AVIS

Un nouvel avis public est par les présentes donné pour compléter celui que la cité de Québec a précédemment publié dans la *Gazette officielle de Québec* à l'effet que la Cité s'adressera à la Législature de cette Province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à son acte d'incorporation, et notamment:

Pour modifier la loi concernant la confection des rôles d'évaluation, des rôles de perception de la Cité, et établir un Bureau permanent de Revisions; et à cette fin emprunter \$100,000.00;

Pour demander le droit d'imposer une taxe n'excédant pas 10% du prix de location de chambre d'hôtel et de toute maison de chambres sujets à la licence provinciale;

Et tous autres amendements concernant la bonne administration de la cité de Québec.

Québec, le 5 mars 1945.

Les Procureurs de la Cité de Québec,
BENOIT PELLETIER,
NOEL DORION.

8697-10-4-o

in any way limiting or restricting the generality of the foregoing, any and all notices and petitions necessary or useful to cause this Resolution to be sanctioned and confirmed and to be made valid and given the full force of law, according to its terms and provisions, by a Special Act of the Legislature of the Province of Québec."

AND sanctioning and confirming similar resolutions passed respectively by "la Municipalité Scolaire Catholique de St-Malachie d'Ormstown and The School Commissioners for the Village of Ormstown in the County of Chateauguay and enacting that the said respective resolutions are valid and have the full force of law according to all their respective terms and provisions.

Given at the Village of Ormstown this 8th day of February, 1945.

CORPORATION OF THE VILLAGE OF ORMSTOWN,
Per D. A. BARRINGTON,
Mayor,
W. G. McGERRICLE,
Secretary-Treasurer.

8590-8-4-o

CITY OF QUEBEC

NOTICE

A new public notice is hereby given to complete the notice which the City of Quebec previously published in the *Quebec Official Gazette* to the effect that the City would apply to the Legislature of this Province, at its next session, for certain amendments to its act of incorporation, and in particular:

To amend the law concerning the preparation of the valuation rolls, the collection rolls of the City, and to establish a permanent Revision Bureau; and for such purpose to borrow \$100,000.

To request the right to levy a tax not exceeding 10% of the rental of a room in a hotel and in any rooming house subject to the provincial license;

And any other amendments concerning the proper administration of the City of Quebec.

Québec, March 5th, 1945.

BENOIT PELLETIER,
NOEL DORION,
Attorney for the City of Quebec.

8697-10-4

Département de l'Instruction publique

Québec, le 22 février 1945.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la municipalité scolaire de La Minerve, comté Labelle, ont laissé passer une année sans avoir d'école dans la dite municipalité, que les dissidents sont maintenant en trop petit nombre pour maintenir une école conformément à la loi, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette officielle de Québec*, je recommanderai à son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil que la corporation des syndics des dites écoles dissidentes pour la dite municipalité soit déclarée dissoute dans le délai indiqué par l'article 110 S.R.Q., 1941, ch. 59.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

8680-10-3-o

No 391-40

Québec, le 23 février 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Etienne de Chelsey dans

Department of Education

Quebec, February 22, 1945.

Whereas the trustees of the dissentient schools of the school municipality of La Minerve, county of Labelle, have been a year without a school in the said municipality, that the said dissentients are now too small in number to maintain a school in conformity with the Law, I give notice that after three consecutive publications in the *Quebec Official Gazette*, I shall recommend the Lieutenant-Governor in Council that the said corporation of trustees of the said dissentient schools for the said municipality be declared dissolved within the delay indicated by section 110 R.S.Q., 1941, chap. 59.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

8680-10-3

No. 391-40

Quebec, February 23rd, 1945.

Application is made to detach from the school municipality of St. Etienne de Chelsey in the

le comté de Gatineau les parties des lots 16 et 17 dans le rang 13 et le lot 18 du rang 14 dans le canton de Hull situés du côté est de la rivière Gatineau, et de les annexer à la municipalité scolaire de Cantley, même comté.

Le Surintendant,

8681-10-2-o

VICTOR DORÉ.

county of Gatineau, the parts of lots 16 and 17 in range 13 and lot 18 of range 14 in the township of Hull, situate on the East side of the Gatineau river, and to annex them to the school municipality of Cantley, same county.

VICTOR DORÉ,

8681-10-2

Superintendent.

Département du Travail

CORRECTION

La version anglaise du décret numéro 373, du 31 janvier, 1945, relatif aux employés de garage de la cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 10 février 1945, page 376, est corrigée de la façon suivante:

1° Le mot "employer", apparaissant au paragraphe "f" de l'article I, doit se lire "employee".

2° Les mots "office clerks and salesmen", apparaissant au premier alinéa de l'article II, sont radiés.

3° L'article "XIII", commençant par les mots "The employee shall furnish", sera dorénavant l'article "XII".

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 10 mars 1945.

8703-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du District lui a présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 987, du 24 avril 1941, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal:

L'alinéa suivant sera ajouté à la fin de l'article XVIII:

"Dispositions spéciales.— Le Comité paritaire pourra exempter tout employeur ou employé de l'application des articles X-f et XIV du présent décret lorsqu'il aura été prouvé, à sa satisfaction, que telles exemptions s'avèrent nécessaires en raison de la rareté de la main-d'œuvre. La décision du Comité sera finale et sans appel."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 10 mars 1945.

8706-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton gaufré de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 561, du 11 mars

Departement of Labour

CORRECTION

The English version of the decree number 373, of January 31, 1945, relating to the garage employees of the City of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits, published in the *Quebec Official Gazette* of February 10, 1945, page 376, is corrected in the following manner:

1. The word "employer," mentioned in subsection "f" of section I, shall read "employee".

2. The words "office clerks and salesmen", mentioned in the first paragraph of section II, are stricken off.

3. Section "XIII", the first words of which being "The employee shall furnish", shall become section XII.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour,

Department of Labour,

Quebec, March 10, 1945.

8703-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District has submitted to him a request to modify, in the following manner, the decree number 987, of April 24, 1941, relating to the printing trades in Montreal and vicinity:

The following paragraph shall be added at the end of section XVIII:

"Special provisions.— The Parity Committee may exempt any employer or employee from the operation of sections X-f and XIV of the present decree when it is satisfied that such exemptions are necessary due to the scarcity of labour, and the decisions of the Committee shall be final and without appeal."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 10, 1945.

8706-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec has submitted to him a request to amend, in the following manner, the decree number 561, of March 11, 1942, and its amendments, relating

1942, et ses amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec:

1° Les paragraphes "a", "b", "c", "d" et "e" de l'article II seront remplacés par les suivants:

"a.— Salaris du sexe masculin:

Taux minima	Salaires Premier semestre	horaires Après 6 mois d'emploi
Contremaître.	\$0.47	\$0.57
Sous-contremaître.	0.42	0.52
<i>Machine à gaufrer</i>		
Gaufreurs.	0.47	0.57
Assistants-gaufreurs.	0.42	0.52
Découpeurs.	0.37	0.47
Aides.	0.37	0.42
Receveurs.	0.32	0.37
<i>Machine à imprimer</i>		
Mécaniciens.	0.42	0.52
Assistants-mécaniciens.	0.32	0.42
Receveurs et fournisseurs.	0.32	0.37
<i>Machine à rainner les boîtes</i>		
Raineurs.	0.37	0.42
Receveurs et fournisseurs.	0.32	0.37
<i>Machine à découper les boîtes et feuilles</i>		
Découpeurs.	0.37	0.47
Receveurs et fournisseurs.	0.32	0.37
<i>Machine à découper les pans</i>		
Découpeurs.	0.32	0.42
Receveurs et fournisseurs.	0.32	0.37
<i>Marqueuse-mitrailleuse de barres</i>		
Mécaniciens.	0.32	0.42
<i>Machine à appliquer la toile gommée</i>		
Mécaniciens.	0.32	0.47
Receveurs.	0.32	0.37
<i>Machine à piquer</i>		
Piqueurs.	0.32	0.37
Receveurs.	0.32	0.37
<i>Presse à découper</i>		
Découpeurs.	0.37	0.47
<i>Machine à rainner les divisions</i>		
Raineurs.	0.32	0.42
Receveurs et fournisseurs.	0.32	0.37
<i>Coupeur de coins, guillotine, emporte-pièce, machine à rainner (verticale)</i>		
Mécaniciens.	0.32	0.34
<i>Pliage des boîtes</i>		
Plieurs.	0.32	0.34
<i>Machine à attacher</i>		
Général — non classifié	0.30	0.40
Salariés.	0.32	0.34
<i>Déchargement et manutention de carton et de rouleaux de papier</i>		
Premier préposé à la manutention des rouleaux de papier. .	0.37	0.47
Manutententers de rouleaux de papier.	0.32	0.42
<i>Silice ou amidon</i>		
Ouvrier qualifiés.	0.42	0.47
Aides.	0.32	0.34
<i>Presse à rebuts</i>		
Presseurs.	0.32	0.42
Aides.	0.32	0.37
<i>Enveloppement et ficelage</i>		
Premier préposé au ficelage.	0.32	0.42
Préposés au ficelage.	0.32	0.37
<i>Expédition</i>		
Expéditeur.	0.37	0.47
Assistant-expéditeur.	0.32	0.42
Aides.	0.32	0.34
Chauffeurs de camions.	0.37	0.42
<i>Entretien</i>		
Machiniste-expert mécanicien. .	0.57	0.67
Mécanicien général (millwright)	0.57	0.67
Mécanicien (ass.-mach.)	0.37	0.47
Gardien.	0.32	0.34

to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec:

1° Subsections "a", "b", "c", "d" and "e" of section II shall be replaced by the following:

"a.— Male employees:

Minimum rates	Rates per hour First 6 months	After 6 months employment
Foreman.	\$0.47	\$0.57
Assistant foreman.	0.42	0.52
<i>Corrugated Machine</i>		
Operators.	0.47	0.57
Assistant operators.	0.42	0.52
Slitting operators.	0.37	0.47
Helpers.	0.37	0.42
Tailers.	0.32	0.37
<i>Printing Machine</i>		
Operators.	0.42	0.52
Assistant operators.	0.32	0.42
Tailers and feeders.	0.32	0.37
<i>Box Slotting Machine</i>		
Operators.	0.37	0.47
Tailers and feeders.	0.32	0.37
<i>Box and Sheet Slitting Machine</i>		
Operators.	0.37	0.47
Tailers and feeders.	0.32	0.37
<i>Flap Cutting Machine</i>		
Operators.	0.32	0.42
Tailers and feeders.	0.32	0.37
<i>Bar Scorer Machine</i>		
Operators.	0.32	0.42
<i>Taping Machine</i>		
Operators.	0.32	0.42
Tailers.	0.32	0.37
<i>Stitching Machine</i>		
Operators.	0.32	0.37
Tailers.	0.32	0.37
<i>Die Press Machine</i>		
Operators.	0.37	0.47
<i>Partition Slotting Machine</i>		
Operators.	0.32	0.42
Tailers and feeders.	0.32	0.37
<i>Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter-up and down</i>		
Operators.	0.32	0.34
<i>Box Folding</i>		
Folders.	0.32	0.34
Tieing machine.	0.30	0.40
<i>General — non classified</i>		
Employees.	0.32	0.34
<i>Roll and Board Unloading and Handling</i>		
Head Roll Handler.	0.37	0.47
Roll Handlers.	0.32	0.42
<i>Silicate or Starch</i>		
Operators.	0.42	0.47
Helpers.	0.32	0.34
<i>Baling</i>		
Operators.	0.32	0.42
Helpers.	0.32	0.37
<i>Bundling and Tying</i>		
Head tyer.	0.32	0.42
Tyers.	0.32	0.37
<i>Shipping Department</i>		
Shipper.	0.37	0.47
Assistant Shipper.	0.32	0.42
Helpers.	0.32	0.34
Truck drivers.	0.37	0.42
<i>Maintenance</i>		
Machinist — Master mechanic. .	0.57	0.67
Millwright.	0.57	0.67
Mechanic (Assistant machinist)	0.37	0.47
Watchman.	0.32	0.34

Conciergerie.	0.32	0.37	Janitor	0.32	0.37
Laveur de camion	0.32	0.37	Truck washer	0.32	0.37
<i>Département des bouilloires</i>					
Mécaniciens de machine fixe de deuxième classe.	0.68	0.68	Boiler Room		
Mécaniciens de machine fixe de troisième classe.	0.57	0.57	Second class stationary Engine-men	0.68	0.68*
Mécaniciens de machine fixe de quatrième classe	0.51½	0.51½	Third class stationary Engine-men	0.57	0.57
Chauffeurs (stokers).	0.40½	0.40½	Fourth class stationary Engine-men	0.51½	0.51½
Couteau rotatif			Firemen (stokers)	0.40½	0.40½
Coupeurs	0.37	0.47	Flying knife		
Scie à ruban			Cutters	0.37	0.47
Préposé à la scie à ruban.	0.42	0.47"	Band saw		
"b.— Salarées du sexe féminin:			Operator	0.42	0.47"

Taux minima	Salaires Premier semestre	horaires Après 6 mois d'emploi
-------------	---------------------------	--------------------------------

<i>Marqueuse mitrailleuse de barres</i>		
Mécaniciennes.	\$0.23	\$0.29
<i>Machine à appliquer la toile gommée</i>		
Mécaniciennes.	0.23	0.29
Receveuses.	0.23	0.29
<i>Machine à piquer</i>		
Piqueuses.	0.23	0.29
<i>Machine à rainner les divisions</i>		
Raineuses.	0.23	0.36
Receveuses et fournisseuses	0.23	0.29
<i>Coupeur de coins, guillotine, emporte-pièce, machine à rainner (verticale)</i>		
Mécaniciennes.	0.23	0.36
Receveuses et fournisseuses	0.23	0.29
<i>Assemblage de divisions</i>		
Assembleuses.	0.23	0.29
<i>Pliage des boîtes</i>		
Plieuses.	0.23	0.29
<i>Général — non classifié</i>		
Salarées.	0.23	0.23
<i>Couteau rotatif</i>		
Coupeuses	0.23	0.29"

"c.— Salarisés du sexe masculin: — Nonobstant la cédule précédente de salaires, apparaissant au paragraphe "a" du présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe masculin ne doit pas être inférieur à \$0.42 l'heure; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne doivent être considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima suivants:

Salariés du sexe masculin:	Taux horaires maxima
Contremaître.	\$0.72
Sous-contremaître.	0.67
<i>Machine à gaufrer</i>	
Gaufreurs.	0.72
Assistants-gaufreurs	0.62
Découpeurs	0.62
Aides.	0.57
Receveurs.	0.47
<i>Machine à imprimer</i>	
Mécaniciens.	0.67
Assistants-mécaniciens.	0.57
Receveurs et fournisseurs	0.47
<i>Machine à rainner les boîtes</i>	
Raineurs.	0.62
Receveurs et fournisseurs	0.47
<i>Machines à découper les boîtes et feuilles</i>	
Découpeurs	0.62
Receveurs et fournisseurs	0.47
<i>Machine à découper les pans</i>	
Découpeurs	0.57
Receveurs et fournisseurs	0.47
<i>Marqueuse mitrailleuse de barre</i>	
Mécaniciens.	0.57
<i>Machine à appliquer la toile gommée</i>	
Mécaniciens.	0.52
Receveurs.	0.47

Minimum rates	Rates per hour First 6 months	After 6 months employment
---------------	-------------------------------	---------------------------

<i>Bar Scorer Machine</i>		
Operators	\$0.23	\$0.29
<i>Taping Machine</i>		
Operators	0.23	0.29
Tailers	0.23	0.29
<i>Stitching Machine</i>		
Operators	0.23	0.29
<i>Partition Slotting Machine</i>		
Operators	0.23	0.36
Tailers and feeders	0.23	0.29
<i>Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter-up and down</i>		
Operators	0.23	0.36
Tailers and feeders	0.23	0.29
<i>Partition Assembly</i>		
Assemblers	0.23	0.29
<i>Box Folding</i>		
Folders	0.23	0.29
<i>General — non classified</i>		
Employees	0.23	0.23
<i>Flying knife</i>		
Cutters	0.23	0.29"

"c.— Male employees: — Notwithstanding the preceding schedule of wages, subsection "a" of this section, the minimum average wage for male employees shall not be less than \$0.42 per hour; for the purpose of calculating this average, the wages higher than the minimum rate shall be considered only up to that point indicated in the following maximum rate schedule:

Male employees:	Maximum rates	Rates per hour
Foreman		\$0.72
Assistant foreman		0.67
<i>Corrugated Machine</i>		
Operators		0.72
Assistant operators		0.62
Slitting operators		0.62
Helpers		0.57
Tailers		0.47
<i>Printing Machine</i>		
Operators		0.67
Assistant operators		0.57
Tailers and feeders		0.47
<i>Box Slotting Machine</i>		
Operators		0.62
Tailers and feeders		0.47
<i>Box and Sheet Slitting Machine</i>		
Operators		0.62
Tailers and feeders		0.47
<i>Flap Cutting Machine</i>		
Operators		0.57
Tailers and feeders		0.47
<i>Bar Scorer Machine</i>		
Operators		0.57
<i>Taping Machine</i>		
Operators		0.52
Tailers		0.47

<i>Machine à piquer</i>		<i>Stitching Machine</i>	
Piqueurs.	0.47	Operators	0.47
Receveurs.	0.47	Tailers	0.47
<i>Presse à découper</i>		<i>Die Press Machine</i>	
Découpeurs.	0.62	Operators	0.62
<i>Machine à rainner les divisions</i>		<i>Partition Slotting Machine</i>	
Raîneurs.	0.52	Operators	0.52
Receveurs et fournisseurs.	0.47	Tailers and feeders	0.47
<i>Coupeur de coins, guillotine, emporte-pièce, machine à rainner (verticale)</i>		<i>Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter-up and down</i>	
Mécaniciens.	0.44	Operators	0.44
<i>Pliage des boîtes</i>		<i>Box folding</i>	
Plieurs.	0.44	Folders	0.44
Machine à attacher.	0.50	Tying machine	0.50
<i>Général — non classifié</i>		<i>General — non classified</i>	
Salariés.	0.44	Employees	0.44
<i>Déchargement et manutention de carton et de rouleaux de papier</i>		<i>Roll and Board Unloading and Handling</i>	
Premier préposé à la manutention des rouleaux de papier.	0.62	Head roll handler	0.62
Manutenteurs de rouleaux de papier.	0.52	Roll handlers	0.52
<i>Silice ou amidon</i>		<i>Silicate or Starch</i>	
Ouvriers qualifiés.	0.62	Operators	0.62
Aides.	0.44	Helpers	0.44
<i>Presse à rebuts</i>		<i>Baling</i>	
Presseurs.	0.52	Operators	0.52
Aides.	0.47	Helpers	0.47
<i>Enveloppement et ficelage</i>		<i>Bundling and Tying</i>	
Premier préposé au ficelage.	0.52	Head tyer.	0.52
Préposés au ficelage.	0.47	Tyers	0.47
<i>Expédition</i>		<i>Shipping Department</i>	
Expéditeur.	0.62	Shipper	0.62
Assistant-expéditeur.	0.52	Assistant shipper	0.52
Aides.	0.44	Helpers	0.44
Chauffeurs de camions.	0.52	Truck drivers	0.52
<i>Entretien</i>		<i>Maintenance</i>	
Machiniste — expert mécanicien.	0.87	Mechanic — Master mechanic	0.87
Mécanicien général (millwright).	0.87	Millwright	0.87
Mécanicien (assistant-machiniste).	0.62	Mechanic (Assistant machinist)	0.62
Gardiens.	0.44	Watchman	0.44
Concierges.	0.47	Janitor	0.47
Laveur de camion.	0.47	Truck washer	0.47
<i>Département des bouilloires</i>		<i>Boiler Room</i>	
Mécaniciens de machine fixe de deuxième classe.	0.88	Second class stationary Enginemen	0.88
Mécaniciens de machine fixe de troisième classe.	0.77	Third class stationary Enginemen	0.77
Mécaniciens de machine fixe de quatrième classe.	0.72	Fourth class stationary Enginemen	0.72
Chauffeurs (stokers).	0.57	Firemen (stokers)	0.57
<i>Couteau rotatif</i>		<i>Flying knife</i>	
Coupeurs.	0.62	Cutter	0.62
<i>Scie à ruban</i>		<i>Band saw</i>	
Préposé à la scie à ruban.	0.62"	Operator	0.62"

"d.— *Salariées du sexe féminin*: — Nonobstant la cédule précédente de salaires, apparaissant au paragraphe "b" du présent article, le salaire minimum moyen des salariées du sexe féminin ne doit pas être inférieur à \$0.29 l'heure; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne doivent être considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima suivants:

<i>Salariées du sexe féminin:</i>	<i>Taux horaires</i> <i>Maxima</i>
<i>Marqueuse mitrailleuse de barres</i>	
Mécaniciennes.	0.34
<i>Machine à appliquer la toile gommée</i>	
Mécaniciennes.	0.34
Receveuses.	0.34
<i>Machines à piquer</i>	
Piqueuses.	0.34
<i>Machine à rainner les divisions</i>	
Raîneuses.	0.41
Receveuses et fournisseuses.	0.34
<i>Coupeur de coins, guillotine, emporte-pièce, machine à rainner (verticale)</i>	
Mécaniciennes.	0.41

"d.— *Female employees*: — Notwithstanding the preceding schedule of wages, subsection "b" of this section, the average minimum wages for female employees shall not be less than \$0.29 per hour; for the purpose of calculating this average the wages higher than the minimum rate shall be considered only up to that point indicated in the following maximum rate schedule:

<i>Female employees:</i> <i>Maximum rates</i>	<i>Rates per</i> <i>hour</i>
<i>Bar Scorer Machine</i>	
Operators	\$0.34
<i>Taping Machine</i>	
Operators	0.34
Tailers	0.34
<i>Stitching Machine</i>	
Operators	0.34
<i>Partition Slotting Machine</i>	
Operators	0.41
Tailers and feeders	0.34
<i>Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter-up and down</i>	
Operators	0.41

Receveuses et fournisseuses	0.34
Assemblage de divisions	
Assembleuses	0.34
Pliage des boîtes	
Plieuses	0.34
Général — non classifié	
Salariée	0.28
Couteau rotatif	
Coupeuses	0.34"

Tailers and feeders	0.34
Partition Assembly	
Assemblers	0.34
Box Folding	
Folders	0.34
General — non classified	
Employees	0.28
Flying knife	
Cutter	0.34"

"e.— Nonobstant les cédules précédentes de salaires, apparaissant aux paragraphes "a" et "b" du présent article, le salaire minimum moyen pour les salariés des deux sexes ne doit pas être inférieur à \$0.34 de l'heure; cette moyenne doit être calculée mensuellement et de la même façon que les moyennes respectives pour les salariés du sexe masculin et du sexe féminin."

"c.— Notwithstanding the preceding schedules of wages, IIa and IIb, the average minimum wages for employees of both sexes shall not be less than \$0.34; this average shall be calculated monthly in accordance with the respective average for male and female employees."

2° Section III shall be deleted.

3° The following section IV-A is added:

2° L'article III sera radié.

3° L'article IV-A suivant est ajouté:

"IV-A.— Tout employé qui a travaillé pour le même employeur depuis le premier janvier de l'année précédente aura droit, chaque année, à une semaine de vacances payées laquelle sera basée sur une semaine de cinquante-cinq heures, à son taux normal de paye."

"IV-A.— Any employee who has been working for the same employer since January 1st of the previous year will be entitled, each year, to one week's paid holidays, which is to be based on fifty-five hours weekly, at his normal rate of pay."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 mars, 1945.

8705-o

Department of Labour,
Quebec, March 10, 1945.

8705-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption rendue obligatoire par le décret 1407 du 3 avril 1940 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and l'Assomption, rendered obligatory by the decree number 1407, of April 3, 1940, and amendments, have submitted to him a request to amend the said decree in the following manner:

1° l'article IV sera remplacé par le suivant:
"IV.— *Durée du travail*:—a.— La journée de travail sera de huit (8) heures par jour, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.; la semaine sera de quarante-huit (48) heures conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel no 1253, du 14 juin 1933, et amendements, pris en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail (23 Geo. V, chapitre 40), établissant la journée de huit (8) heures et la semaine de quarante-huit (48) heures.

1° Section IV shall be replaced by the following:
"IV.— *Duration of labour*:—a.— The regular working day shall consist of eight (8) hours, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m.: The week of work shall consist of forty-eight (48) hours, pursuant to the provisions of Order in Council number 1253, of June 14, 1933, and amendments, enacted under the Law Respecting the Limiting of Working Hours (23 Geo. V, chapter 40), which establishes the 8-hour day and the 48-hour week.

Cependant, du mois de mai au 30 septembre, la journée de travail sera de neuf (9) heures par jour, les cinq (5) premiers jours de la semaine et le samedi de trois (3) heures exécutables entre 7.00 a.m. et midi, afin qu'il n'y ait pas de travail sur aucun chantier le samedi après-midi.

However, from the month of May to September 30, the working day shall consist of nine (9) hours per day for the first five (5) days of the week, and of three (3) hours for Saturday to be worked between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) so that no work need be performed on Saturday afternoon.

Cependant, la durée maximum de travail pour les ouvriers non qualifiés (journaliers), sera de (9) heures par jour et de cinquante-quatre (54) heures par semaine au taux régulier. Du mois de mai au 30 septembre, les cinq (5) premiers jours de la semaine la durée de travail sera de dix (10) heures par jour réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. et le samedi de 7.00 a.m. à midi, ce qui formera en tout cinquante-quatre (54) heures par semaine.

Nevertheless, the maximum duration of work for common workers (labourers) shall consist of nine (9) hours per day and of fifty-four (54) hours per week, at the regular rate. From the month of May to September 30, the daily duration of work, on the first five (5) days of the week, shall be ten (10) hours, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., and, on Saturday, three (3) hours distributed between 7.00 a.m. and 12.00 (noon), such working hours to make a total of fifty-four (54) hours per week.

b.— Dans le cas où un employeur emploie deux (2) équipes ou plus dans la même journée, les stipulations relatives à l'aménagement des heures de travail ne s'appliquent pas; dans ce dernier cas cependant, si le salarié fait plus que la journée normale, huit (8) heures, il devra être rémunéré au taux de salaire et demi.

c.— Tout travail exécuté en dehors des heures réglementaires sera payé au taux de salaire et demi.

d.— Les ouvriers seront payés chaque semaine; s'ils sont payés par chèque, l'échange sera comprise. Les frais de déplacement et la pension des ouvriers envoyés en dehors du lieu de leur domicile seront à la charge de l'employeur sans pour cela que le salaire soit réduit.

e.— *Fêtes chômées*:— Tout travail exécuté le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et les dimanches sera rémunéré au taux de salaire double. Toutefois, aucun employeur ne pourra congédier un ouvrier catholique qui aura refusé de travailler à l'une de ces fêtes.

2° L'article V sera radié et remplacé par le suivant:

"V.—a.— Les entrepreneurs, les artisans ou toute personne n'employant pas d'ouvriers, mais exécutant de leurs mains des travaux des métiers de la construction, doivent posséder un certificat de qualification. Ils sont pour les fins d'application du présent décret, considérés comme ouvriers qualifiés et devront exiger un taux de salaire au moins égal au taux minimum fixé pour le métier concerné.

b.— Cependant, si deux (2) ouvriers ou plus du même métier travaillent sur le même chantier, l'ouvrier ou l'artisan qui aura la charge d'exécuter les travaux devra exiger du propriétaire de ce chantier un taux horaire de salaire excédant d'au moins 25% le taux régulier du ou des métiers concernés.

c.— Les conditions du présent article régiront et lieront également et de la même manière, toute entreprise de famille, toute personne, société, association ou corporation."

Durant les trente jours suivant la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 mars 1945.

8707-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), qu'un certain nombre de parties contractantes de seconde part à la convention collective de travail relative aux métiers de l'imprimerie de Montréal, approuvée par le décret numéro 987, du 24 avril 1941, et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter des modifications audit décret. On demande:

Que l'article XVIII soit remplacé par le suivant:

"XVIII.— Les taux horaires uniques de salaire pour le travail de jour sont énumérés aux colonnes 1 et 2 ci-dessous. L'indemnité de vie chère de 11 points ou 11%, selon le cas, est incluse dans ces taux:

b.— Should an employer employ two (2) or more shifts in the same day, the provisions respecting the distribution of working hours shall not apply. In the latter case, however, if an employee works more than eight (8) hours in one day, he shall be paid time and one half.

c.— Work performed outside the regular hours shall be paid at the rate of time and one half.

d.— Workers shall be paid each week: if paid by cheque, exchange shall be included. The travelling expenses and board costs of the workers sent outside their place of residence shall be paid by the employer without reduction on the wages.

e.— Observed holiday:— Work performed on New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day and Sundays shall be paid double time. However, no employer shall dismiss a catholic worker who has refused to work on one of these holidays.

2° Section V shall be stricken off and replaced by the following:

"V.—a.— Contractors, artisans or any person not employing workers but executing, with their own hands, operations of the construction trades shall hold a certificate of competency. For the purpose of enforcement of the present decree, they are considered as skilled workers and they must be paid a wage rate at least equal to the minimum rate established for the trade concerned.

b.— However, would two (2) or more workers of the same trade work on the same work-yard the worker or artisan in charge of the operations shall require from the owner of such yard an hourly wage rate at least 25% more than the regular rate of the trade or trades concerned.

c.— The conditions of the present section shall govern and bind, equally and in the same manner, any family concern, any person, partnership, association or corporation."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 10, 1945.

8707-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), that a certain number of contracting parties of the second part to the collective labour agreement relating to the printing trades of Montreal, approved by the decree number 987, of April 24, 1941, and amendments have submitted to him a petition to amend the said decree. It is requested:

That section XVIII be replaced by the following:

"XVIII.— The uniform hourly rates of wages for day work are given in columns 1 and 2. The cost of living bonus of 11 points or 11%, as the case may be, is included in such rates:

Colonne 1:— Les taux énumérés dans la colonne 1, s'appliquent aux salariés du sexe masculin âgés de 21 ans et plus, et à tous les employés touchant un salaire hebdomadaire de \$25.00 ou plus.

Colonne 2:— Les taux énumérés dans la colonne 2, s'appliquent aux salariés du sexe masculin âgés de moins de 21 ans touchant un salaire hebdomadaire de moins de \$25.00 et aux employés de sexe féminin touchant un salaire hebdomadaire de moins de \$25.00.

Column 1:— The rates mentioned in column 1 apply to male employees having 21 or more than 21 years of age, and to all employees receiving weekly wages of \$25.00 or more.

Column 2:— The rates mentioned in column 2 apply to the male employees under 21 years of age and receiving weekly wages of less than \$25.00, and to the female employees receiving weekly wages of less than \$25.00.

	Colonne 1 Zones					Colonne 2 Zones				
	I	II	IIa	III	IIIa	I	II	IIa	III	IIIa
A — ATELIER DE COMPOSITION — COMPOSING ROOM:										
Compagnons typographes — Journeymen Compositors	\$0.88	0.76	0.68	0.72	0.64	0.88	0.76	0.68	0.72	0.64
Compagnons opérateurs de clavier — Journeymen machine keyboard operators	0.88	0.76	0.68	0.72	0.64	0.88	0.76	0.68	0.72	0.64
Compagnons opérateurs de fondeuses (Castermen) doivent pouvoir prendre charge complète des fondeuses et claviers, sans qu'il soit nécessaire d'être opérateurs de claviers. — Castermen (must be capable of taking complete charge of casters and keyboards, but need not be keyboard operators)	0.88	0.76	0.68	0.74	0.64	0.88	0.76	0.68	0.74	0.64
APPRENTIS — APPRENTICES										
Les taux de salaires des apprentis seront établis comme suit: — Rate of wages of apprentices shall be governed as follows:										
1ère année 1er semestre (moins de 1100 hrs) — 1st year 1st six months (less than 1100 hrs of work)	0.24	0.21	0.20	0.20	0.19	0.20	0.17	0.16	0.16	0.14
1ère année 2me semestre (de 1100 à 2200 hrs) — 1st year 2nd six months (from 1100 to 2200 hrs of work)	0.25	0.22	0.21	0.21	0.20	0.21	0.18	0.17	0.17	0.16
2ème année 1er semestre (de 2200 à 3300 hrs) — 2nd year 1st six months (from 2200 to 3300 hrs of work)	0.26	0.23	0.22	0.22	0.21	0.22	0.19	0.18	0.18	0.17
2ème année 2me semestre (de 3300 à 4400 hrs) — 2nd year 2nd six months (from 3300 to 4400 hrs of work)	0.27	0.24	0.23	0.23	0.22	0.23	0.20	0.19	0.19	0.18
3ème année 1er semestre (de 4400 à 5500 hrs) — 3rd year 1st six months (from 4400 to 5500 hrs of work)	0.34	0.30	0.27	0.28	0.26	0.31	0.27	0.23	0.24	0.22
3ème année 2me semestre (de 5500 à 6600 hrs) — 3rd year 2nd six months (from 5500 to 6600 hrs of work)	0.38	0.33	0.30	0.31	0.29	0.36	0.30	0.27	0.28	0.26
4ème année 1er semestre (de 6600 à 7700 hrs) — 4th year 1st six months (from 6600 to 7700 hrs of work)	0.42	0.37	0.33	0.35	0.32	0.40	0.34	0.30	0.32	0.29
4ème année 2me semestre (de 7700 à 8800 hrs) — 4th year 2nd six months (from 7700 to 8800 hrs of work)	0.46	0.40	0.36	0.38	0.34	0.44	0.38	0.33	0.36	0.31
5ème année 1er semestre (de 8800 à 9900 hrs) — 5th year 1st six months (from 8800 to 9900 hrs of work)	0.57	0.49	0.44	0.47	0.42	0.57	0.48	0.42	0.46	0.40
5ème année 2me semestre (de 9900 à 11,000 hrs) — 5th year 2nd six months (from 9900 to 11,000 hrs of work)	0.66	0.57	0.51	0.54	0.48	0.66	0.57	0.50	0.53	0.47
6ème année 1er semestre (de 11,000 à 12,100 hrs) — 6th year 1st six months (from 11,000 to 12,100 hrs of work)	0.73	0.63	0.56	0.60	0.53	0.73	0.63	0.56	0.60	0.52
6ème année 2me semestre (de 12,100 à 13,200 hrs) — 6th year 2nd six months (from 12,100 to 13,200 hrs of work)	0.80	0.69	0.62	0.65	0.58	0.80	0.69	0.62	0.65	0.58
Aides sur fondeuses — Caster Runners:										
Les taux de salaire des aides sur fondeuses sont établis comme suit: — Rate of wages of caster runners shall be governed as follows:										
1ère année 1er semestre (moins de 1100 hrs) — 1st year 1st six months (less than 1100 hrs of work)	\$0.24	0.21	0.20	0.20	0.19	0.20	0.17	0.16	0.16	0.14

	Colonne 1 Zones					Colonne 2 Zones				
	I	II	IIa	III	IIIa	I	II	IIa	III	IIIa
1ère année 2me semestre (de 1100 à 2200 hrs) — 1st year 2nd six months (from 1100 to 2200 hrs of work)	0.25	0.22	0.21	0.21	0.20	0.21	0.18	0.17	0.17	0.16
2ème année 1er semestre (de 2200 à 3300 hrs) — 2nd year 1st six months (from 2200 to 3300 hrs of work)	0.26	0.23	0.22	0.22	0.21	0.22	0.19	0.18	0.18	0.17
2ème année 2me semestre (de 3300 à 4400 hrs) — 2nd year 2nd six months (from 3300 to 4400 hrs of work)	0.27	0.24	0.23	0.23	0.22	0.23	0.20	0.19	0.19	0.18
3ème année 1er semestre (de 4400 à 5500 hrs) — 3rd year 1st six months (from 4400 to 5500 hrs of work)	0.34	0.30	0.27	0.28	0.26	0.31	0.27	0.23	0.24	0.22
3ème année 2me semestre (de 5500 à 6600 hrs) — 3rd year 2nd six months (from 5500 to 6600 hrs of work)	0.38	0.33	0.30	0.31	0.29	0.36	0.30	0.27	0.28	0.26

Après 3 années révolues, les aides sur fondeuses seront rémunérés selon les conditions convenues entre employés et employeurs, mais en aucun cas le salaire ne devra être inférieur à celui fixé pour un apprenti de 6600 hrs de travail, (3ème année 2ème semestre). — Thereafter, caster runners will be paid at rate agreed upon between employer and employee, but not less than the rate set for an apprentice of 6600 hrs experience (3rd year 2nd six months).

Aides inexpérimentés (masculins) — Helpers (male) unskilled:

Taux de salaire des aides seront établis de la façon suivante: — Rates of wages of helpers shall be governed as follows:

1ère année 1er semestre (moins de 1100 hrs) — 1st year 1st six months (less than 1100 hrs of work)

Subséquemment — Thereafter

B — ATELIER D'IMPRESSION — PRESS ROOM:

Presses à plateau; presses à cartes; presses à enveloppes; presses à ruban de soie; presses à étiquettes agrafes (Pin tickets); presses à étiquettes (Seal presses) presses à plateau pouvant imprimer papier sur bobines; presses à multiples plateaux; presses à plateau ou autres, servant à gaufrer à chaud ou à froid; machines à multicopier, de toutes descriptions et de tous formats. — Platen presses; Card presses; Envelope presses; Silk ribbon printing presses; Pin ticket presses; Seal presses; Platen presses with web attachment; Multiple platen presses; Platen or other type presses used for hot or cold embossing; Multicopying machines of every size and description.

Automatiques ou Margées à la main —

Whether automatic or hand fed:

Compagnons pressiers — Journeymen pressmen

Margeurs sur presses ci-dessus — Feeders on above presses

Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de moins de 36 pouces de largeur; — Rotary presses capable of printing paper rolls less than 36 in. in width;

Presses à imprimer à gaufrer et à découper en une opération continue; — Machines for power printing, die embossing and die cutting in one continuous operation;

Presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, une couleur — tous formats.

— Flat bed cylinder presses, one colour — all sizes;

Automatiques ou Margées à la main. —

Whether automatic or hand fed:

	Colonne 1					Colonne 2				
	Zones					Zones				
	I	II	IIa	III	IIIa	I	II	IIa	III	IIIa
comme suit:—Rates of wages of helpers shall be governed as follows:										
1ère année 1er semestre (moins de 1100 hrs)—1st year 1st six months (less than 1100 hrs of work)	0.31	0.28	0.25	0.26	0.24	0.28	0.24	0.21	0.22	0.20
Subséquemment—Thereafter	0.37	0.33	0.29	0.31	0.28	0.34	0.30	0.26	0.28	0.24
C.—ATELIER DE RELIURE ET DE FINITION —BINDERY AND FINISHING DEPARTMENT:										
Compagnons relieurs—Journeyman Bookbinders	0.88	0.76	0.68	0.72	0.64	0.88	0.76	0.68	0.72	0.64
Opérateurs de:—Operators on:										
Machines à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; Machines à régler (plumes ou disques)—Paper and cloth-cutting machines, whether using straight or serrated knives; Ruling machines—pen and disk	0.88	0.76	0.68	0.72	0.64	0.88	0.76	0.68	0.72	0.64
C.—ATELIER DE RELIURE ET DE COMPOSITION—BINDERY AND COMPOSING DEPARTMENT										
Opérateurs de:—Operators on:										
Machines à plier; Machines à assembler automatiques; Machines à couper le carton; Machines rotatives à couper la toile; Machines à biseauter le carton ou le cuir; Machines à faire les couvertures; Machines à coller les dos et à garnir; Machines à endosser; Machines à frapper et à gaufrer; Machines à encaisser (pas plus de 2 aides par machine); Machines à empreintes servant à fabriquer des couvertures en relief; Machines à arrondir; Machines à coller de plus de 24 pouces de largeur.—Folding machines; Automatic gathering machines; Shear-board cutters; Rotary linen cutters; Board or leather bevelling machines; Case-making machines; Back-lining machines; Casing-in machines (not more than two helpers per machine); Backing machines; Stamping machines—automatic or hand; Power machines as used in the embossing or making of book covers; Rounding machines; Pasting machines over 24 in. in width	\$0.88	0.76	0.68	0.72	0.64	0.88	0.76	0.68	0.72	0.64
Opérateurs sur Rogneuses—Operators:										
Jusqu'à 25 pouces.—On paper trimmers and choppers, up to 25 inches	0.59	0.51	0.46	0.49	0.43	0.59	0.50	0.44	0.48	0.41
Apprentis—Apprentices—(Male)										
Les taux de salaires des apprentis seront établis comme suit:—Rates of wages of apprentices shall be governed as follows:										
1ère année 1er semestre (moins de 1100 hrs)—1st year 1st six months (less than 1100 hrs of work)	0.24	0.21	0.20	0.20	0.19	0.20	0.17	0.16	0.16	0.14
1ère année 2me semestre (de 1100 à 2200 hrs)—1st year 2nd six months (from 1100 to 2200 hrs of work)	0.25	0.22	0.21	0.21	0.20	0.21	0.18	0.17	0.17	0.16
2ème année 1er semestre (de 2200 à 3300 hrs)—2nd year 1st six months (from 2200 to 3300 hrs of work)	0.26	0.23	0.22	0.22	0.21	0.22	0.19	0.18	0.18	0.17
2ème année 2me semestre (de 3300 à 4400 hrs)—2nd year 2nd six months (from 3300 to 4400 hrs of work)	0.27	0.24	0.23	0.23	0.22	0.23	0.20	0.19	0.19	0.18
3ème année 1er semestre (de 4400 à 5500 hrs)—3rd year 1st six months (from 4400 to 5500 hrs of work)	0.34	0.30	0.27	0.28	0.26	0.31	0.27	0.23	0.24	0.22
3ème année 2me semestre (de 5500 à 6600 hrs)—3rd year 2nd six months (from 5500 to 6600 hrs of work)	0.38	0.33	0.30	0.31	0.29	0.36	0.30	0.27	0.28	0.26
4ème année 1er semestre (de 6600 à 7700 hrs)—4th year 1st six months (from 6600 to 7700 hrs of work)	0.42	0.37	0.33	0.35	0.32	0.40	0.34	0.30	0.32	0.29

	Colonne 1					Colonne 2				
	Zones					Zones				
	I	II	IIa	III	IIIa	I	II	IIa	III	IIIa
4ème année 2me semestre (de 7700 à 8800 hrs)—4th year 2nd six months (from 7700 to 8800 hrs of work)	0.46	0.40	0.36	0.38	0.34	0.44	0.38	0.33	0.36	0.31
5ème année 1er semestre (de 8800 à 9900 hrs)—5th year 1st six months (from 8800 to 9900 hrs of work)	0.57	0.49	0.44	0.47	0.42	0.57	0.48	0.42	0.46	0.40
5ème année 2me semestre (de 9900 à 11,000 hrs)—5th year 2nd six months (from 9900 to 11,000 hrs of work)	0.66	0.57	0.51	0.54	0.48	0.66	0.57	0.50	0.53	0.47
6ème année 1er semestre (de 11,000 à 12,100 hrs)—6th year 1st six months (from 11,000 to 12,100 hrs of work)	0.73	0.63	0.56	0.60	0.53	0.73	0.63	0.56	0.60	0.52
6ème année 2me semestre (de 12,100 à 13,200 hrs)—6th year 2nd six months (from 12,100 to 13,200 hrs of work)	0.80	0.69	0.62	0.65	0.58	0.80	0.69	0.62	0.65	0.58
<i>Aides inexpérimentés (masculins)—Helpers (Male) Unskilled:</i>										

Les taux de salaire des aides seront établis comme suit:—Rates of wages of helpers shall be governed as follows:

1ère année 1er semestre (moins de 1100 hrs)—1st year 1st six months (less than 1100 hrs of work)	0.31	0.28	0.25	0.26	0.24	0.28	0.24	0.21	0.22	0.20
Subséquentement—Thereafter	0.37	0.33	0.29	0.31	0.28	0.34	0.30	0.26	0.28	0.24

Main-d'oeuvre féminine—Female Help:

Filles, femmes ou hommes lorsque ceux-ci remplacent celles-là, dans les établissements d'imprimerie, de reliure ou de lithographie—opérations manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin.—Female employees, and males when replacing females, in any class of employment in printing, book-binding and lithographing establishments—hand operations of every description considered as women's work . . .	\$0.35	0.31	0.28	0.29	0.23	0.32	0.28	0.24	0.26	0.23
---	--------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

Margeuses sur—Feeding.

Machines à régler; machines à estamper; machines à plier.—Ruling machines; Folding machines; Stamping machines;..	0.35	0.31	0.28	0.29	0.27	0.32	0.28	0.24	0.26	0.23
---	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

Opératrices sur—Operating.

Machines à poinçonner; machines à boucher; machines à coudre; machines à poser les œillets; machines à numérotter; machines à perforer; tables à assembler; machines à faire les coins ronds aux couvertures remployées; machines à poser les feuillards de calendriers; machines à coller de moins de 24 pouces de largeur.—Punching machines; Stitching machines; Sewing machines; Eyeletting machines; Numbering machines; Perforating machines; Gathering tables; Round-cornering machines as used on book cases or covers; Tinning machines; Past-ing machines size smaller than 24 inches in width	0.35	0.31	0.28	0.29	0.27	0.32	0.28	0.24	0.26	0.23
--	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

Apprenties (Femmes) — Apprentices (Female):

Le nombre d'apprenties ne devra pas excéder le tiers du nombre total des employées. Toute personne ayant moins de 24 mois d'expérience sera considérée comme une apprentie. Les taux de salaire des apprenties seront établis comme suit:—The number of apprentices shall not exceed one-third(1/3) of the total number of female employees. Any person having less than twenty-four (24) months' experience at the trade shall be considered as an apprentice. Rates of wages of apprentices shall be governed as follows:

	Colonne 1					Colonne 2				
	Zones					Zones				
	I	II	IIa	III	IIIa	I	II	IIa	III	IIIa
1ère année 1er semestre (moins de 1100 hrs)—1st year 1st six months (less than 1100 hrs of work)	0.24	0.21	0.20	0.20	0.19	0.20	0.17	0.16	0.16	0.14
1ère année 2me semestre (de 1100 à 2200 hrs)—1st year 2nd six months (from 1100 to 2200 hrs of work)	0.27	0.24	0.23	0.23	0.22	0.23	0.20	0.19	0.19	0.18
2ème année 1er semestre (de 2200 à 3300 hrs)—2nd year 1st six months (from 2200 to 3300 hrs of work)	0.31	0.28	0.25	0.26	0.24	0.28	0.24	0.21	0.22	0.20
2ème année 2me semestre (de 3300 à 4400 hrs)—2nd year 2nd six months (from 3300 to 4400 hrs of work)	0.33	0.29	0.26	0.28	0.25	0.30	0.26	0.22	0.24	0.21
3ème année 1er semestre (de 4400 à 5500 hrs)—3rd year 1st six months (from 4400 to 5500 hrs of work)	0.35	0.31	0.28	0.29	0.27	0.32	0.28	0.24	0.26	0.23

Les employeurs qui versaient à leurs ouvriers antérieurement au 15 février 1944 une indemnité de vie chère hebdomadaire plus élevée que 11 points (\$2.75) ou 11%, selon le cas, devront continuer de verser cette indemnité de vie chère plus élevée et l'incorporer dans leurs taux horaires uniques de gages. Les employeurs établiront ces taux horaires uniques de gages en ajoutant aux taux horaires de gages antérieurement payés par eux la proportion horaire de telle indemnité de vie chère plus élevée et antérieurement autorisée, par le nombre d'heures constituant la semaine normale de travail de leur établissement.

Les salariés rémunérés, antérieurement au 15 février 1944, à des taux horaires plus élevés que les taux horaires minima de gages établis par le Décret Relatif aux Métiers de l'Imprimerie, continueront d'être rémunérés à ces taux plus élevés auxquels sera ajoutée l'indemnité de vie chère de \$0.06 de l'heure.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail, recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 mars 1945.

8704-o

The employers who, prior to February 15, 1944, paid to their employees a weekly cost of living bonus higher than 11 points (\$2.75) or 11%, as the case may be, shall continue to pay such higher cost of living bonus and incorporate same with their uniform hourly wage rates. The employers shall establish such uniform hourly wage rates by adding to the hourly wage rates previously paid by them the hourly proportion of such higher cost of living bonus previously authorized multiplied by the number of hours constituting the regular work week of their establishment.

The employees who, prior to February 15, 1944, were paid hourly rates higher than the minimum hourly rates of wages established by the Decree Relating to the Printing Trades, shall continue to be paid such higher rates to which the cost of living bonus of \$0.06 per hour shall be added.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said petition which those interested may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 10, 1945.

8704-o

Département du Trésor

AVIS DE RACHAT PAR ANTICIPATION

PROVINCE DE QUÉBEC

\$10,000,000 d'obligations 4½% en date du 2 mars 1925, échéant le 2 mars 1950

\$5,000,000 d'obligations 4½% en date du 2 mars 1925, échéant le 2 mars 1950

Avis est donné par les présentes que les émissions de \$10,000,000. d'obligations 4½% en date du 2 mars 1925, et de \$5,000,000. d'obligations 4½% en date du 2 mars 1925, de la Province de Québec, Puissance du Canada, effectuées toutes les deux sous l'autorité de la loi 13, Geo. V, chapitre 34 sont, par les présentes, appelées pour rachat le 1er mai 1945 au montant nominal du capital plus l'intérêt couru jusqu'à la date précitée du rachat.

Les obligations, avec tous les coupons non échus y annexés dont la date d'échéance est postérieure au 2 mars 1945, peuvent être remis contre paie-

Department of Treasury

NOTICE OF REDEMPTION

PROVINCE OF QUEBEC

\$10,000,000 4½% Debentures dated March 2, 1925 maturing March 2, 1950

\$5,000,000 4½% Debentures dated March 2, 1925 maturing March 2, 1950

Notice is hereby given that the \$10,000,000 4½% Debentures dated March 2, 1925 and the \$5,000,000 4½% Debentures dated March 2, 1925 of the Province of Quebec, Dominion of Canada, each issued under the authority of the Act 13 Geo. V, Ch. 34 are hereby called for redemption on the first day of May, 1945 at their principal amount plus interest accrued to the said redemption date.

Debentures, with all unmatured coupons maturing after March 2, 1945 attached, may be surrendered against payment in lawful money

ment en monnaie légale de la Puissance du Canada, au bureau principal de la Banque de Montréal à Québec, ou à Montréal ou à Toronto, Canada, ou au choix du détenteur à l'Agence de la Banque de Montréal, 64 Wall Street, New-York, États-Unis d'Amérique, contre paiement en monnaie légale des États-Unis d'Amérique. Les obligations enregistrées devront être accompagnées de tous les documents nécessaires au transfert.

L'intérêt sur toutes ces obligations cessera de courir le 1er mai 1945 et postérieurement à cette date les détenteurs de ces obligations n'auront le droit de recevoir que le paiement du capital et de l'intérêt couru à la date précitée du rachat.

PROVINCE DE QUÉBEC

ONÉSIME GAGNON

le 1er mars 1945.
8679-10-2-o

Trésorier de la Province

of the Dominion of Canada, at the principal office of the Bank of Montreal in Quebec or in Montreal or in Toronto, Canada or at the option of the holder at the Agency of the Bank of Montreal, 64 Wall Street, New York, United States of America, against payment in lawful money of the United States of America. Registered Debentures should be accompanied by all instruments requisite for transfer.

Interest on all of such Debentures shall cease to accrue on the first day of May, 1945 and thereafter the holders of such Debentures shall have no rights except to receive payment of principal and accrued interest to the said redemption date.

PROVINCE OF QUEBEC

ONÉSIME GAGNON

March 1, 1945.
8679-10-2-o

Provincial Treasurer

Département du Trésor
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que la "Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands Détaillants — Retail Merchants Mutual Insurance Company" enregistrée sous le Numéro 460, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1969, qui l'autorise à compter du 1er janvier 1945, à réaliser dans la Province de Québec des opérations d'assurance relatives aux classes suivantes: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc d'aéronef ou de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, émeute, explosion, foudre, fuite d'eau, fumée, grêle, ouragan.

Le siège social de la compagnie est situé à Montréal, Province de Québec.

Donné ce vingt-troisième jour de février 1945, au bureau du Service des Assurances, Département du Trésor.

L'Assistant-surintendant des assurances,

WHEELER DUPONT,

8651-9-2-o

Pour le Trésorier de la Province.

Treasury Department
Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND
CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Retail Merchants Mutual Insurance Company — Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands Détaillants" registered under number 460, has obtained the license and certificate of registration number 1969, authorizing it as from January 1st, 1945, to transact in the Province of Quebec, the following classes of insurance: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, explosion, falling aircraft, hail, impact by aircraft or vehicles, lightning, riot, smoke, sprinkler leakage, water damage, windstorm.

The head office of the association is situate at Montreal, Province of Quebec.

Given this twenty-third day of February 1945, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

WHEELER DUPONT,

Assistant Superintendent of Insurance,

8651-9-2-o

For the Treasurer of the Province.

Liquidation, avis de :

AVIS

Canada, Province de Québec, District d'Abitibi

CADILLAC EXPLORATION LIMITED
AMOS, QUE.

Avis est, par les présentes donné qu'à une assemblée générale annuelle des actionnaires de Cadillac Exploration Limited, tenue dans la ville d'Amos, P.Q., le 13ième jour de janvier 1945, il fut proposé et résolu que la Compagnie soit volontairement liquidée et dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la Liquidation Volontaire de la Province de Québec, S.R.Q. 1941, Chap. 278, et que l'actif de la compagnie consistant en actions de Central Cadillac Mines Limited, soit distribué à ses actionnaires sur la base de 5 actions de Cadillac Exploration

Winding up Notice :

NOTICE

Canada, Province of Quebec, District of Abitibi

CADILLAC EXPLORATION LIMITED
AMOS, QUE.

Notice is hereby given that at an annual general meeting of the shareholders of Cadillac Exploration Limited, held in the town of Amos, P.Q., on the 13th day of January, 1945, it was moved and resolved that the company be voluntarily wound up and dissolved, in conformity with the provisions of the Winding-up Act of the Province of Quebec, R.S.Q., 1941, chap. 278, and that the assets of the company, consisting in shares in the Central Cadillac Mines Limited, be distributed amongst its shareholders on a basis of 5 shares of Cadillac Exploration Limited

Limited pour 2.4 actions de Central Cadillac Mines Limited, soit 48%.

En conséquence, les actionnaires sont priés de s'adresser au bureau de The Eastern Trust Company, 134 ouest, rue St Jacques, Montréal, Qué., en envoyant leurs certificats de Cadillac Exploration Limited qui leur seront échangés pour des actions de Central Cadillac Mines Limited, et cela sans frais.

En foi de quoi j'ai apposé mon seing, en la ville d'Amos, province de Québec, ce 2ième jour de février 1945.

Le Liquidateur,
J.-LUC RACICOT,
Témoin:
R. COSSETTE.

S689-o

for 2.4 shares of Central Cadillac Mines Limited, namely 48%.

Therefore, the shareholders are requested to forward their certificates of Cadillac Exploration Limited to the office of The Eastern Trust Company, 134 St. James street, Montreal, Que., where they will be exchanged for shares of Central Cadillac Mines Limited, and this without cost.

In testimony whereof I have signed, in the town of Amos, Province of Quebec, this 2nd day of February, 1945.

J. LUC RACICOT,
Liquidator,
R. COSSETTE,
Witness.

S689

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 7 février 1945.

MM. Léon Bissonnet, domicilié à Chambly-Bassin et pratiquant dans la ville de Montréal, et Albert Dumontier, de la ville de Lévis, tous deux membres du Barreau de la Province: conseils en loi du Roi.

Québec, 15 février 1945.

M. Jean Grégoire, 159 ouest, rue Craig, Montréal, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 11 janvier 1945.

MM. Lucien Berthiaume, employé de banque, 246A, 7ème Rue, Lachine, Qué.; Maurice L. Nadeau, gérant d'assurance, 4050, rue Marcell, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal; Armand Lapointe, chef garde-chasse, Saints-Anges, comté de Beauce; J.-Elzéar Pelletier, chef-cantonnier, 212, rue Principale, et J.-Hector Paquin, ingénieur forestier, Édifice K. Joseph, rue Principale, tous deux de la ville de Rouyn; François Guérin, inspecteur de la Commission du salaire minimum, 22 rue St-Jean, Québec: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Joseph Primeau, secrétaire du Comité local de rationnement, Valleyfield: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauharnois; Charles Bélec, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, Fort Coulonge, comté de Pontiac: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Pontiac. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 18 janvier 1945.

M. Antoine Tremblay, de Roberval: shérif du district de Roberval et officier spécial chargé de la confection et de la revisi

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint, by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec, February, 7th, 1945.

Messrs. Léon Bissonnet, domiciled at Chambly-Basin, and practising in the city of Montreal, and Albert Dumontier, of the town of Lévis, both members of the Bar of the Province: King's Counsels.

Quebec, February 15th, 1945.

Mr. Jean Grégoire, 159 Craig street west, Montreal, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, January, 11th, 1945.

Messrs. Lucien Berthiaume, bank employee, 246A, 7th street, Lachine, Que.; Maurice L. Nadeau, insurance manager, 4050 Marcell street, Notre Dame-de-Grâce, Montreal; Armand Lapointe, chief game warden, Saints-Anges, county of Beauce; J.-Elzéar Pelletier, head section man, 212 P.incipale street, and J.-Hector Paquin, forest engineer, Building, K. Joseph, Principale street, both of the town of Rouyn; François Guérin, inspector of the Minimum Wage Board, 22 St Jean street, Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction throughout the whole Province of Quebec; Joseph Primeau, secretary of the local rationing committee, Valleyfield: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauharnois; Charles Bélec, inspector on the Old Age Pension Board, Fort Coulonge, county of Pontiac: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Pontiac.—The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941), chapter 15.

Quebec, January 18th, 1945.

Mr. Antoine Tremblay, of Roberval: to be Sheriff for the district of Roberval and special officer in charge of the preparing and revising

jurés dans ce district, à compter du 25 janvier 1945.

MM. V. C. Joyce, contremaître, Bourlamaque, comté d'Abitibi: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; Léon-Jean-Marie Saint-Mieux, surintendant, 4846 rue Fabre, Hector Mandeville, gérant, 6225 rue Beaulieu, Arthur Lalonde, employé de bureau, 1202 rue Beaudry, Gérard Vandelaac, prévention des incendies, 5825 rue Cartier, et Rosario Lemieux, courtier en assurances, 6863 rue Chambord, tous cinq de la ville de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Viateur Maltais, secrétaire, Notre-Dame-de-Laterrière, comté de Chicoutimi: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi; Jacques Shooner, ingénieur civil, Pierreville: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; J.-P. Michon, assistant maître de poste, 28 rue Langevin, Hull: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; Robert-G. Gagnon, cultivateur, Cap Chat, comté de Gaspé-Nord, et Samuel Dion, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, Ste-Anne-des-Monts, même comté: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; Maurice Marquis, forgeron, La Nativité-de-Biencourt, comté de Rimouski: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Adéland Lavoie, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, St-Gabriel-de-Kamouraska: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska; Armand Ally, agent d'assurance, Pierreville, comté d'Yamaska: juge de paix avec juridiction sur le district de Richelieu. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 26 janvier 1945.

MM. Jacques Archambault, chef du laboratoire de chimie, Benoît Rousseau, assistant-sérologiste, tous deux du Ministère de la Santé, 89 est, rue Notre-Dame, Montréal, Alfred Laliberté, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, 214 rue De Courcelles, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Rosario Plamondon, secrétaire-trésorier de L. T. Blais Enr., 81, La Canardière, Québec, et Jean-Charles Fontaine, marchand, Villeroy, comté de Lotbinière: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; J.-Napoléon Gingras, courtier, 84 rue Gillespie, Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, et Camille Archambault, président de Rapid Transport Terminal, 454, Ave. Outremont, Outremont: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 15 février 1945.

M. Wilfrid David, entrepreneur plombier, de Chénéville, comté de Papineau: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Hull

8708-o

of the list of jurors in the said district, as from the 25th of January, 1945.

Messrs. V. C. Joyce, foreman, Bourlamaque, county of Abitibi: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; Léon Jean-Marie Saint Mieux, superintendent, 4846 Fabre street, Hector Mandeville, manager, 6225 Beaulieu street, Arthur Lalonde, office employee, 1202 Beaudry street, Gérard Vandelaac, Fire Prevention, 5825 Cartier street, and Rosario Lemieux, insurance broker, 6863 Chambord street, all five of the city of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Viateur Maltais, secretary, Notre-Dame-de-Laterrière, county of Chicoutimi: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi; Jacques Shooner, civil engineer, Pierreville: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; J. P. Michon, assistant Post-Master, 28 Langevin street, Hull: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull; Robert-G. Gagnon, farmer, Cap Chat, county of Gaspé North, and Samuel Dion, inspector on the Old Age Pension Board, Ste-Anne-des-Monts, same county: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; Maurice Marquis, blacksmith, La Nativité de Biencourt, county of Rimouski: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Adéland Lavoie, inspector on the Old Age Pension Board, St-Gabriel-de-Kamouraska: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska; Armand Ally, insurance agent, Pierreville, county of Yamaska: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Richelieu. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such to administer the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, January 26th, 1945.

Messrs. Jacques Archambault, chief of the chemistry laboratory, Benoît Rousseau, assistant serologist, both in the Department of Health, 89 Notre-Dame street East, Montreal, Alfred Laliberté, inspector on the Old Age Pension Board, 214 De Courcelles street, Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Rosario Plamondon, secretary treasurer, of L. T. Blais, Enr., 81 La Canardière street, Quebec, and Jean-Charles Fontaine, merchant, Villeroy, county of Lotbinière: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; J. Napoléon Gingras, broker, 84 Gillespie, street, Sherbrooke: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, and Camille Archambault, president of the Rapid Transport Terminal, 454 Outremont Avenue, Outremont: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, February 15th, 1945.

Mr. Wilfrid David, plumbing contractor, of Chénéville, county of Papineau: to be Peace Commissioner for the judicial district of Hull.

8708-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
(L. S.)

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner, — SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, *Assistant-procureur général*, ATTENDU que, en vertu des dispositions de l'article 289 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), le Lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, établir une Cour de magistrat dans et pour chaque district judiciaire;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice qu'une Cour de magistrat soit établie dans et pour le district judiciaire de Montréal;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du conseil exécutif de Notre province exprimé dans un décret en date du 7 février 1945, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons l'établissement, à Montréal et à compter du 3 avril 1945, d'une Cour de magistrat dans et pour le district judiciaire de Montréal, laquelle sera désignée sous le nom de "Cour de magistrat pour le district judiciaire de Montréal".

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce vingt et unième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

8693-o. JEAN BRUCHÉSI.

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
(L. S.)

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern. — GREETING

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, *Deputy Attorney General*, WHEREAS under the provisions of section 289 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, establish a Magistrate's Court in and for any judicial district;

WHEREAS it is in the interest of the proper administration of justice that a Magistrate's Court be established in and for the judicial district of Montreal;

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, expressed in a decree dated the 7th of February, 1945, We have enacted and ordered and do hereby enact and order that a Magistrate's Court in and for the judicial district of Montreal, be established at Montreal, on and from the 3rd of April, 1945, the same to be known as the "Magistrate's Court for the judicial district of Montreal".

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major-General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-first day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-five and the ninth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

8693

Sièges sociaux

Canada, Province de Québec

INSTRUMENTS DE PRÉCISION INCORPORÉE
PRECISION INSTRUMENTS INCORPORATED

Avis est donné que la Corporation "Instruments de Précisions Incorporée — Precision Instruments Incorporated" constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du premier décembre 1944, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi ledit bureau au numéro 1405 rue Peel, Montréal.

Head Offices

Canada, Province of Québec

INSTRUMENTS DE PRÉCISION INCORPORÉE
PRECISION INSTRUMENTS INCORPORATED

Notice is given that the Corporation "Instruments de Précision Incorporée — Precision Instruments Incorporated", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act, bearing date the first of December 1944, and having its head office in the city of Montreal, has established said office at number 1405, Peel street, Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de mars 1945.

Le Secrétaire,

C. POISSON.

8683-o

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the corporation as being its head office.

Given at Montreal, this 1st day of March, 1945.

C. POISSON,

Secretary.

8683

Avis est donné par la compagnie "Welch Immeubles Limitée", constituée en corporation suivant lettres patentes émises le 30 octobre 1944, qu'elle a établi son bureau principal à 666 Avenue Royale, Beauport-Est, comté de Québec.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Beauport-Est, comté de Québec, ce vingt-huitième jour de novembre mil neuf cent quarante-quatre.

(Sceau)

WELCH IMMEUBLES LIMITÉE,

Par le Secrétaire,

J. M. LORTIE.

8684-o

Notice is given by the company "Welch Immeubles Limitée", incorporated by letters patent issued the 30th of October, 1944, that it has established its head office at 666 Avenue Royale, Beauport-Est, county of Quebec.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Beauport-Est, county of Quebec, this twenty-eighth day of November, one thousand nine hundred and forty-four.

(Seal)

WELCH IMMEUBLES LIMITÉE,

Per J. M. LORTIE,

Secretary.

8684

Canada, Province de Québec, District de Québec

"IMMEUBLES VAL-CARTIER INC."

Avis est donné par la Compagnie "Immeubles Val-Cartier Inc." ayant eu jusqu'à aujourd'hui son bureau principal à Valcartier Village dans le comté de Québec, l'a transporté et l'a établi au no. 71 rue St-Pierre en la cité de Québec au bureau de J. C. Boulet Limitée.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la Compagnie comme son bureau principal.

Donné à Québec, ce 29ième jour de janvier 1945.

[Sceau]

Le Secrétaire,

JACQUES GALIPEAULT.

8692-o

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

"IMMEUBLES VAL-CARTIER INC."

Notice is hereby given that the company "Immeubles Val-Cartier Inc.", having up to date its head office at Valcartier Village in the county of Quebec, has moved it to No. 71 St. Peter street in the city of Quebec, to the office of J. C. Boulet Limitée.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 29th day of January, 1945.

[Seal]

JACQUES GALIPEAULT,

Secretary.

8692

"ENTRAIDE, INCORPORÉE"

Avis est donné que la corporation "Entraide, Incorporée", constituée comme telle par lettres patentes en date du troisième jour de décembre 1943, et ayant son bureau principal au numéro 1079 de la rue Berri, Montréal, l'a transporté au numéro 477 de la rue Saint-François Xavier, suite 201-202, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce premier jour de mars 1945.

8701-o

Le Secrétaire-gérant,

RENÉ PERREAULT.

Notice is given that the corporation "Entraide, Incorporée", incorporated as such by letters patent dated the third day of December, 1943, and having its head office at No. 1079 Berri street, Montreal, has moved it to No. 477 Saint-François Xavier street, suite 201-202, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the corporation as being its head office.

Given at Montreal, this first day of March, 1945.

RENÉ PERREAULT,

Secretary-Treasurer.

8701

MOUNT ENTERPRISE LIMITED

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Mount Enterprise Limited", constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 27 juin 1944, a établi son siège social à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par ladite compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 2ième jour de mars 1945.

8710

Le Président,

MAURICE GERMAIN.

8710-o

MOUNT ENTERPRISE LIMITED

NOTICE

Notice is hereby given that "Mount Enterprise Limited", incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act by Letters Patent dated June 27, 1944, has established its Head Office at 1010 St. Catherine Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the said Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal this 2nd day of March, 1945.

MAURICE GERMAIN,

President.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.— District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: } EVA FRÉCHETTE,
N° 4211 } rentière, domiciliée à
Victoriaville, district d'Arthabaska, demanderesse vs AUREL PROVENCHER, résidant dans la municipalité de Stanfold, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un immeuble situé au septième rang du canton de Stanfold, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Stanfold, sous le numéro dix sept B (17B), moins l'emplacement de la maison d'école, à distraire dudit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Eusèbe de Stanfold dans le village de Princeville, comté d'Arthabaska, le DIXIÈME jour d'AVRIL 1945, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 3 mars 1945. 8698-10-2-o
[Première insertion, 10 mars 1945]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris.

Cour Supérieure.— District de Montréal.

Province de Québec, } BÉATRICE GAU-
N° 231677 } THIER, épouse contractuellement séparée de biens de Rodrigue Brind'Amour, agent, de la ville de Longueuil, district de Montréal, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse, vs ALBERT FARLEY, agent, de la municipalité de St-Barthélemi, comté Berthier, en sa qualité d'exécuteur-testamentaire de Feu Joseph Noé Farley de son vivant pharmacien de la municipalité de Longueuil, district de Montréal.

1. Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Barthélemi sous le N° 392, contenant deux arpents et trois pieds de front, sur une profondeur moyenne de neuf arpents et deux perches, formant dix-huit arpents et cinquante-cinq perches en superficie (18.55). Borné en front, vers le sud-est, par le N° 391 et le chemin de York; en profondeur vers le Nord-Ouest, par le Cordon entre le 1er et 2ième rang de York; d'un côté, vers le sud-ouest, par ledit N° 391, et de l'autre côté vers le Nord-Est, par le N° 394

2. Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Barthélemi sous le N° 393, contenant un arpent, deux perches et trois pieds de front, sur une profondeur moyenne de vingt arpents et cinq perches formant vingt quatre arpents et quatre vingt quatorze perches en superficie (24.94). Borné en front, vers le Sud-Est par le chemin du grand St-Jacques en profondeur, vers le nord Ouest, par le chemin de York; d'un côté, vers le Sud-Ouest, par le N° 391 et de l'autre côté vers le Nord-Est par le N° 394.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Barthélemi, le VINGTIÈME jour du mois de MARS 1945, à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, JOS. SYLVESTRE.
Joliette, le 13 février 1945. 8576-7-2-o
(Première insertion, 17 février 1945.)

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.— District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: } EVA FRECHETTE,
No. 4211 } annuitant, domiciled at Victoriaville, district of Arthabaska, plaintiff; vs AUREL PROVENCHER, residing in the municipality of Stanfold, defendant.

As belonging to the defendant:

An immovable situated in the seventh range of the township of Stanfold, known and designated on the official cadastral plan and in the book reference of Stanfold, under number seventeen B (17B), less the emplacement of the school house, to be deducted from the said immovable.

To be sold at the church door of the parish of St-Eusèbe de Stanfold, in the village of Princeville, county of Arthabaska, on the TENTH day of APRIL, 1945, at TEN o'clock in the forenoon.

MAURICE MAHEU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, March 3, 1945. 8698-10-2
[First insertion, March 10, 1945]

JOLITTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Province of Québec, } BÉATRICE GAU-
No. 231677 } THIER, wife separate as to property by marriage contract of Rodrigue Brind'Amour, agent, of the town of Longueuil, district of Montreal, and the latter a party hereto to authorize his wife; vs ALBERT FARLEY, agent, of the municipality of St-Barthélemi, county of Berthier, in his quality of testamentary executor of the late Joseph Noé Farley in his lifetime a druggist of the municipality of Longueuil, district of Montreal.

1. A lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of St-Barthélemi under No. 392, measuring two arpents and three feet in front, by a mean depth of nine arpents and two perches, forming eighteen arpents and fifty-five perches in superficial area (18.55). Bounded in front to the Southeast by No. 391 and the York road; in depth to the Northwest, by the "cordon" between the 1st and 2nd range of York; on one side to the Southwest, by said No. 391, and on the other side to the Northeast, by No. 394.

2. A lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of St-Barthélemi under No. 393, measuring one arpent, two perches and three feet in front, by a mean depth of twenty arpents and five perches, forming twenty-four arpents and ninety-four perches in superficial area (24.94). Bounded in front, to the Southeast by the "grand St-Jacques" road, in depth to the Northwest, by the York road; on one side, to the Southwest, by No. 391 and on the other side to the Northeast by No. 394.

To be sold at the church door of the parish of St-Barthélemi, on the TWENTIETH day of the month of MARCH, 1945, at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. SYLVESTRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, February 13, 1945. 8576-7-2
(First insertion, February 17, 1945)

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal.

Montréal à savoir: } **WILFRID BRUNET**,
N° 232187 } demandeur vs Dame
GERMAINE LANIEL dit **DESLAURIERS**,
veuve de **HERMÈNE GILDE LEGAULT**, **HER-**
MÈNE GILDE LEGAULT, fils, et **NARCISSE**
LEOPOLD LEGAULT, défendeurs et **JEAN-L.**
E. ARCHAMBAULT en sa qualité de curateur
aux délaissements de **PHILIAS-ALPHONSE**
LEGAULT, **DAVID LEGAULT** et **JOSEPH**
LEGAULT.

Un lot de terre portant le numéro quatre cent quatre-vingt-seize de la subdivision du lot numéro trois cent vingt-huit aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis, avec une maison dépendances dessus construites portant les numéros 4659, 4661 et 4663 de la rue Boyer, en la cité de Montréal, avec usage des ruelles en commun.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le **DOUZE AVRIL** prochain, à **DIX** heures du matin.

Le Shérif,
L. P. CAISSE.
Bureau du Shérif,
Montréal, 7 mars 1945. 8702-10-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal.

Montreal, to wit: } **WILFRID BRUNET**,
No. 232187 } plaintiff vs Dame
GERMAINE LANIEL dit **DESLAURIERS**,
widow of **HERMÈNE GILDE LEGAULT**,
HERMÈNE GILDE LEGAULT, Jr., and **NAR-**
CISSE-LEOPOLD LEGAULT, defendants; and
JEAN L. E. ARCHAMBAULT in his quality
of curator to the abandonments of **PHILIAS**
ALPHONSE LEGAULT, **DAVID LEGAULT**
and **JOSEPH LEGAULT**.

A lot of land bearing number four hundred and ninety-six of the subdivision of lot number three hundred and twenty-eighth, on the official plan and in the book of reference of the Village of Côte St-Louis, with a house and dependencies thereon erected, bearing numbers 4659, 4661 and 4663 Boyer street, in the city of Montreal, with use of the lanes in common.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the **TWELFTH** of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office.
Montreal, March 7th, 1945. 8702-10-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **LA CITÉ DE QUÉBEC**,
N°: 119/44 } contre **CORTLAND FA-**
GES, militaire, de la Cité de Québec, **CYRILLE-**
F. FAGES, militaire, autrefois de la Cité de
Québec, et actuellement dans l'armée Canadienne
en Angleterre, et **MARGUERITE FAGES**,
épouse séparée de biens de **G. B. Jones**, médecin,
tous deux de Londres, Angleterre, et le dit **G. B.**
Jones mis-en-cause pour autoriser et assister sa
dite épouse, à savoir:

1° Partie du lot N° 2341-A-58 (deux mille trois cent quarante et un-A-cinquante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant un emplacement borné au nord-est par le lot N° 2301-546, au sud-est par la Cime du Coteau Ste-Geneviève, au sud-ouest par le lot N° 2341-A-57 et au nord-ouest par l'autre partie du lot N° 2341-A-58, acquise par la Cité de Québec, pour le raccordement de la rue Arago; mesurant 60 pieds de largeur par une profondeur irrégulière et contenant en superficie environ 8,575 pieds, mesure anglaise, le tout sans garantie de mesure précise, circonstances et dépendances.

2° Les subdivisions Nos C-37 (C-trente-sept), C-38 (C-trente-huit), C-41 (C-quarante et un), C-42 (C-quarante-deux), C-45 (C-quarante-cinq), C-46 (C-quarante-six), C-80 (C-quatre-vingt), C-81 (C-quatre-vingt-un), C-118 (C-cent dix-huit), C-119 (C-cent dix-neuf), C-124 (C-cent vingt-quatre), C-125 (C-cent vingt-cinq), C-150 (C-cent cinquante), et la moitié sud de la subdivision numéro C-151 (C-cent cinquante et un) du lot N° 2341 (deux mille trois cent quarante et un) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, circonstances et dépendances.

3° Les subdivisions Nos B-5 (B-cinq) et B-8 (B-huit), C-229 (C-deux cent vingt-neuf), C-230 (C-deux cent trente), C-233 (C-deux cent trente-trois) et C-234 (C-deux cent trente-quatre) du lot N° 2341 (deux mille trois cent quarante et

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } **THE CITY OF QUÉBEC**,
No. 119/44 } against **CORTLAND**
FAGES, military man, of the city of Quebec,
CYRILLE F. FAGES, military man, heretofore
of the city and Quebec and now with the Canadian
Army in England, and **MARGUERITE**
FAGES, wife separate as to property of **G. B.**
Jones, physician, both of London, England, and
the said **G. B. Jones** mis-en-cause to authorize
and assist his said wife, to wit:

1. Part of lot No. 2341-A-58 (two thousand three hundred and forty-one-A-fifty-eight) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement bounded on the Northeast by lot No. 2301-546, on the Southeast by the summit of Ste-Geneviève Hill (Coteau Ste-Geneviève), on the Southwest by lot No. 2341-A-57 and on the Northwest by the other part of lot No. 2341-A-58, acquired by the City of Quebec, for the joining of Arago street; measuring 60 feet in width by an irregular depth and containing in superficial area about 8,575 feet, English measure, the whole without warranty of exact measurement, circumstances and dependencies.

2. Subdivisions Nos. C-37 (C-thirty-seven), C-38 (C-thirty-eight), C-41 (C-forty-one), C-42 (C-forty-two), C-45 (C-forty-five), C-46 (C-forty-six), C-80 (C-eighty), C-81 (C-eighty-one), C-118 (C-one hundred and eighteen), C-119 (C-one hundred and nineteen), C-124 (C-one hundred and twenty-four), C-125 (C-one hundred and twenty-five), C-150 (C-one hundred and fifty) and the South half of subdivisions number C-151 (C-one hundred and fifty-one) of lot No. 2341 (two thousand three hundred and forty-one) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, circumstances and dependencies.

3. Subdivisions Nos. B-5 (B-five) and B-8 (B-eight), C-229 (C-two hundred and twenty-nine), C-230 (C-two hundred and thirty), C-233 (C-two hundred and thirty-three) and C-234 (two hundred and thirty-four) of lot No. 2341

un) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, circonstances et dépendances.

La dite vente en justice est faite sujette à toutes les taxes municipales et scolaires consolidées suivant la loi et qui continueront de grever les dits immeubles en faveur de la Cité de Québec.

Pour être vendues les subdivisions premièrement et deuxièmement décrites "en bloc", et les subdivisions troisièmement décrites "en bloc" à mon bureau, en la Cité de Québec, le TRENTE ET UNIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Député-shérif,

Bureau du Shérif. JOS. ALBERT DELAGE.
Québec, ce 22 février 1945. S614-S-2-0
[Première insertion, 24 février 1945]
[Deuxième insertion, 10 mars 1945]

(two thousand three hundred and forty-one) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, circumstances and dependencies.

The said sale "en justice" is made subject to all consolidated municipal and school taxes according to law and which shall continue to encumber the said immovable sin favour of the City of Québec.

To be sold, the subdivisions firstly and secondly described, "en bloc", and the subdivisions thirdly described "en bloc", at my office, in the City of Québec, on the THIRTY-FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. ALBERT DELAGE.

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, this 22nd of February, 1945. S614-S-2
[First insertion, February 24, 1945]
[Second insertion, March 10, 1945]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 10

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Joly vs St-Onge..... 528

ASSEMBLÉE:

The Canada and Gulf Terminal Railway Company..... 528

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

527

AVIS DIVERS:

Immeubles Val-Cartier Inc. (Règlement)..... 529
Industrial Stampings Limited (Règlement)..... 529
La Compagnie Paquet Limitée (Directeurs)..... 530
La Société d'Employés de Téléphone Saguenayen (Formation)..... 529
Montréal-Est, ville de (Règlement)..... 531
Quebec Distillers Incorporated (Directeurs)..... 533
Rivière-du-Loup, cité de (Règlement)..... 530
St-Benoît-Joseph-Labre, syndics de la paroisse (Tirage d'obligations)..... 529

CHARTRE—ABANDON DE:

Mersey Securities Limited..... 533

COMPAGNIES AUTORISÉS À FAIRE DES AFFAIRES:

Fergusson Atlantic Underwear Limited... 533
Freeport Exploration Company..... 534

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Hôpital Saint-François d'Assise..... 536
Matteau, Joseph-Albert-Walter *et al*.... 534
Ormstown, village de..... 537
Québec, cité de..... 536
Québec, cité de..... 538
Succession Charles Francis Smith..... 534
Windsor, ville de..... 535

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

La Minerve, munic. scolaire..... 538
St-Étienne de Chelsey, munic. scolaire... 538

Index of the Quebec Official Gazette, No. 10

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Joly vs St-Onge..... 528

MEETING:

The Canada and Gulf Terminal Railway Company..... 528

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

527

MISCELLANEOUS NOTICES:

Immeubles Val-Cartier Inc. (By-law).... 529
Industrial Stampings Limited (By-law).... 529
La Compagnie Paquet Limitée (Directors) 530
La Société d'Employés de Téléphone Saguenayen (Formation)..... 529
Montreal-East, town of (By-law)..... 531
Quebec Distillers Incorporated (Directors)..... 533
Rivière-du-Loup, city of (By-law)..... 530
St-Benoît-Joseph-Labre, trustees of the parish (Drawing of bonds)..... 529

✓ CHARTER—SURRENDER OF:

Mersey Securities Limited..... 533

✓ COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:

Fergusson Atlantic Underwear Limited... 533
Freeport Exploration Company..... 534

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Hôpital Saint-François d'Assise..... 536
Matteau, Joseph-Albert-Walter *et al*.... 534
Ormstown, village of..... 537
Quebec, city of..... 536
Quebec, city of..... 538
Estate of Charles Francis Smith..... 534
Windsor, town of..... 535

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

La Minerve, school munic..... 538
St-Étienne de Chelsey, school munic.... 538

TRAVAIL:

Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton gaufré de Québec (Modification)	539
Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district (Modification)	539
Employés de garage de la cité de Sherbrooke (Correction)	539
Métiers de l'imprimerie de Montréal. (Modification)	544
Métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption (Modification)	543

TRÉSOR:

Avis de rachat par anticipation	550
---	-----

TRÉSOR:

ASSURANCES:

Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands Détaillants — Retail Merchants Mutual Insurance Company	551
--	-----

LIQUIDATION, AVIS DE:

Cadillac Exploration Limited	551
--	-----

NOMINATIONS:

Diverses	552
--------------------	-----

PROCLAMATION:

Cours de magistrat pour le district judiciaire de Montréal	554
--	-----

SIÈGES SOCIAUX:

Entraide, Incorporée	555
Immeubles Val-Cartier Inc.	555
Instruments de Précision Incorporée—Precision Instruments Incorporated.. . . .	554
Mount Enterprise Limited	555
Welch Immeubles Limitée	555

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Fréchette vs Provencher	556
-----------------------------------	-----

JOLIETTE:

Gauthier <i>et vir</i> vs Farley	556
--	-----

MONTREAL:

Brunet vs Deslauriers et al.	557
--------------------------------------	-----

QUÉBEC:

Cité de Québec vs Fages <i>et al</i>	557
--	-----

8711-0

LABOUR:

Joint committee of the corrugated pater box industry of Quebec (Amendment)	539
Printing industry parity committee for Montreal and District (Amendment)	539
Garage employees of the city of Sherbrooke (Correct on)	539
Printing trades of Montreal (Amendment)	544
Building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and l'Assomption (Amendment)	543

TREASURY:

Notice of redemption	550
--------------------------------	-----

TREASURY:

INSURANCE:

Retail Merchants Mutual Insurance Company — Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands Détaillants	551
--	-----

WINDING UP NOTICE:

Cadillac Exploration Limited	551
--	-----

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	552
-------------------------	-----

PROCLAMATION:

Magistrate's Court for the Judicial district of Montreal	554
--	-----

HEAD OFFICES:

Entraide, Incorporée	555
Immeubles Val-Cartier Inc.	555
Precision Instruments Incorporated.—Instruments de Précision Incorporée.. . . .	554
Mount Enterprise Limited	555
Welch Immeubles Limitée	555

SHERIFF'S SALES:

ARTHABASKA:

Fréchette vs Provencher	556
-----------------------------------	-----

JOLIETTE:

Gauthier <i>et vir</i> vs Farley	556
--	-----

MONTREAL:

Brunet vs Deslauriers et al.	557
--------------------------------------	-----

QUÉBEC:

City of Quebec vs Fages <i>et al</i>	557
--	-----

8711-0

